

COVNA ET LIBAU SONT AUX MAINS DES TROUPES BOLSHEVISTES

LE DEPARTEMENT D'ETAT DE WASHINGTON EST AUSSI NOTIFIE OFFICIELLEMENT DE L'EVACUATION DE SHENKURSK. — LENINE ORDONNE A SES TROUPES DE SHENKURSK REVAL ET D'Y METTRE LE FEU.

(Dépêche de la Presse Associée)

Washington, 28. — Une dépêche d'Archangel reçue aujourd'hui au Département d'Etat explique l'évacuation de Shenkursk par les troupes américaines, russes et alliées. La dépêche dit que les troupes alliées ont dû évacuer la ville, vu le grand nombre de BOLSHEVISTES qui s'avançaient, et que le recul a été effectué sans aucun incident et que les pertes sont très minimes. Environ cinq cents civils sont sous la protection des troupes alliées.

M. Poole, l'auteur de la dépêche d'Archangel, dit que les soldats russes qui opèrent avec les troupes alliées se sont conduits admirablement bien. Un rapport qui n'avait pas été confirmé par M. Poole a été envoyé, relativement à la dépêche qui annonçait que les troupes bolshevistes avaient détruit une partie de la ville de Shenkursk et tué plusieurs citoyens.

Le département a aussi été notifié que les villes de Covna et de Libau étaient aux mains de troupes bolshevistes.

LES TROUPES ALLIEES TIENNENT BON

Archangel, 28. — Les troupes bolshevistes au cours de leur attaque lancée dimanche dernier n'ont pu réussir à chasser les troupes américaines et britanniques de leurs positions à Tulgas, sur la rivière Dvina, située au sud-est d'Archangel. Avant cette attaque les Bolshevistes avaient bombardé les positions alliées pendant plusieurs heures.

Sur la rive droite de la rivière, les troupes américaines ont rencontré une patrouille ennemie et l'ont forcée de reculer. Sur la rive gauche, les troupes américaines, plus à bonne heure dimanche, rencontrèrent 150 Bolshevistes. Elles réussirent à les disperser et quatre prisonniers ont été capturés, les Américains ne perdant pas un seul homme.

Les prisonniers ont déclaré qu'une attaque générale avait été projetée, mais que la plupart des Bolshevistes s'étaient retirés dans les bois. Les éclaireurs alliés ont trouvé un grand nombre d'ennemis sur les bords de la haute Tulgas, d'où les avant-gardes alliées avaient été retirées. Leur artillerie a ensuite bombardé les positions évacuées. Le duel d'artillerie se continue.

Sur une ligne de la rivière Vaga, dans la région de Shenkursk, les Bolshevistes ont suivi les Américains en retraite jusqu'à cinq milles au sud de Shegovarsk, où les patrouilles américaines sont actuellement en contact avec l'ennemi.

Les réfugiés russes qui viennent d'arriver aux positions américaines, déclarent que les Bolshevistes ont brûlé Shenkursk, et massacré une grande partie des habitants. Les officiers du service d'intelligence américain essaient de compiler ces rapports, mais on annonce qu'ils doivent être acceptés sous réserve, avant qu'on puisse en obtenir la confirmation.

Les Bolshevistes bombardent Tarevsk, située à quarante milles à l'est de Shenkursk, et tout indique qu'ils se préparent pour une attaque d'infanterie dans cette région. L'activité de l'artillerie se continue le long du chemin de fer Volodga.

JAPONAIS ET BOLSHEVISTES AUX PRISES

Vladivostok, 28. — (retardée) — Des rapports reçus ici annoncent que les troupes japonaises à Mazovna, sur la rivière Zeya, ont dernièrement eu une importante bataille avec plus de mille Bolshevistes au cours de la bataille les Japonais ont perdu quatre hommes tués et onze autres furent blessés.

Des agents de police russes avaient arrêté plusieurs Bolshevistes puis les ont amenés à Mazovna, mais la population de ce village est, dit-on, pro-bolsheviste, et on rapporte qu'ils ont tenté de faire remettre en liberté les prisonniers. C'est alors que les troupes japonaises se mêlèrent de la partie, et la bataille dura plusieurs heures. On rapporte que dix-sept Cosaques ont été capturés par les Bolshevistes, et que deux Japonais se sont noyés en tentant de franchir la rivière Zeya.

LA FRONTIERE ALLEMANDE MENACEE

Berlin, 28. — Une dépêche reçue par le "Zeitung am Meittag" annonce que les troupes bolshevistes qui se dirigent sur Libau, ville de la Courlande, située sur la mer Baltique, ont été arrêtées par des volontaires allemands, qui malgré qu'ils furent bien moins nombreux que les Bolshevistes forcèrent l'armée soviétique à franchir la rivière Windau à la suite d'une forte contre-offensive. On rapporte que les Bolshevistes ont essayé de lourdes pertes.

On dit aussi que les Bolshevistes qui sont en Estonie ont tué plus de six cents personnes à Dorpat et Vesenberg. Le commissaire allemand en Lithuanie qui vient d'arriver à Berlin, rapporte que la ville de Kovno n'est pas encore occupée par les Bolshevistes qui en sont encore à cinq milles. La ligne est défendue par des volontaires allemands et on dit que les Bolshevistes attendent des instructions de Moscou avant de reprendre leur avance.

La prise de Kovno leur ouvrirait un chemin vers la frontière allemande.

LENINE EST FURIEUX

Stockholm, 28. — Une dépêche de Revel annonce que le premier ministre Lenine a ordonné aux troupes bolshevistes de reprendre la ville de Nawa des Esthoniens d'ici à une semaine, de saccager la ville et de tuer tous les bourgeois.

On dit que Lenine demeure à Yanburg, une ville située à l'est de Novva.

A KRANSNOYARSK

Kransnoyarsk, Sibirie centrale, 17 (retardée) — Les autorités militaires ont effectué un raid sur les bureaux des Bolshevistes de cette ville et se sont emparés d'un grand nombre de documents importants. Les chefs ont été arrêtés.

L'AUTRICHE ALLEMANDE ET LES QUATORZE POINTS DE WILSON

(Cable de la Presse Associée)

Berne, 28. — L'Autriche allemande a le droit de se joindre à l'Allemagne, d'après les quatorze points du président Wilson, si elle le désire, a déclaré hier Karl Seitz, la presse autrichienne. Le président de l'Assemblée nationale de l'Autriche allemande base son affirmation sur les termes des quatorze résolutions du président Wilson. Il a déclaré qu'il était impossible de former une fédération du Danube avec les éléments discordants de hongrois, de polonais, de cécques, de slaves et d'allemands.

Le monde ne comprend pas l'état présent de l'Autriche allemande", a dit Herr Seitz.

"On croit généralement qu'elle se compose des débris de l'ancienne Monarchie excédant les Etats qui se sont formés en gouvernements indépendants. L'Autriche allemande ne se compose pas plus des débris de l'ancien royaume que les Croates-Slovaques ou la Hongrie. Elle est un tout qui désire se servir de son droit de détermination propre pour se joindre à l'Allemagne et être protégée."

L'Autriche allemande est un Etat national démocratique qui a pour base les déclarations souvent répétées des hommes d'Etat de l'Entente, qu'une paix, pour être durable doit se composer d'un nouvel arrangement pratique et sur des relations des territoires nationaux de l'Europe.

Nous interprétons les déclarations du président Wilson au sujet du droit de détermination propre à chacun comme une permission de nous joindre à notre mère-patrie, l'Allemagne, parce que nos conditions de venir d'existence ne pourraient être assurées que par ce moyen.

LE DUC DE DEVONSHIRE ET LES BOLSHEVISTES

(Dépêche de la Presse Associée)

Québec, 28. — Au cours d'un discours qu'il a prononcé cet après-midi devant le "Quebec Canadian Club" son Excellence le Gouverneur Général a parlé de la fin victorieuse de la guerre, et des différents problèmes d'après-guerre, que nous avons à faire face et à régler.

La plus grande victoire des armes remportée par la Grande-Bretagne et ses Alliés lui a permis, a-t-il dit, de parler avec enthousiasme et orgueil et d'attendre l'espérance que les déclarations de la flotte allemande et la chute de toutes les dynasties ennemies, mais en face de tout cela l'Empire Britannique est demeuré intact et la loyauté des citoyens britanniques a été de plus en plus démontrée lorsque la Reine et le Roi voyageaient d'une ville à l'autre sans escorte pour visiter les malades et les héros de la guerre. La

LES SUJETS ENNEMIS A VANCOUVER

(Dépêche de la Presse Associée)

Vancouver, 28. — Le maire Gale a aujourd'hui présenté une résolution devant le conseil demandant l'expulsion de tout étranger ennemi ainsi que la prohibition de l'immigration de tous les pays ennemis. La résolution a été adoptée à l'unanimité. On a aussi résolu que les diverses municipalités de cette province soient priées de prendre la même attitude. Le gouvernement provincial a aussi été prié d'aider à la mise en vigueur de cette mesure.

LA GREVE DE BUENOS AIRES

(Cable de la Presse Associée)

Buenos Aires, 28. — La ville de Buenos Aires a été isolée depuis vingt-cinq jours à cause de la grève déclarée par les ouvriers du havre, qui empêchent les transatlantiques d'entrer dans le port. Quarante-neuf navires, la plupart amenant des cargaisons exportées à Buenos-Aires, sont actuellement ancrés au large de la ville. On croit qu'ils se rendront à Montevideo pour décharger leur cargaison.

Ces navires auraient pu transporter un seizième de la récolte d'exportation; tandis qu'un huitième de toutes les récoltes aurait pu être exporté si ces navires avaient pu être ajoutés aux transatlantiques qui ne sont pas revenus à Buenos-Aires à cause de la grève.

Seule la perte des grévistes est estimée à plus de 10,000,000 de pesos par les journaux. On déclare qu'il est impossible d'estimer la perte du pays. Les douanes perdent une moyenne d'un demi-peso tous les jours.

Trois mille cigariers se sont mis en grève aujourd'hui et l'industrie du tabac se trouve complètement paralysée.

LA REPUBLIQUE DE GALICIE

(Cable de la Presse Associée)

Lausanne, Suisse, 28. — Un rapport vient d'être reçu en Suisse annonçant que le gouvernement de la république de la Galicie composé des anciens territoires autrichiens, a proclamé l'unité de la république galicienne avec l'Ukraine. Le gouvernement provisoire de la république galicienne a notifié les puissances alliées et la conférence de la paix de cette déclaration d'indépendance et qu'il les prie de reconnaître.

Winipeg, 28. — Si la dépêche de Lausanne est juste et que le changement de nationalité soit reconnu par les Alliés, les Ukrainiens non naturalisés de la Galicie, qui étaient autrefois nationaux de l'Autriche, seraient libérés de leur fidélité envers l'Autriche et deviendraient sujets de la souveraineté du gouvernement ukrainien à Kiev.

LA MARINE MARCHANDE

(Cable de la Presse Associée)

Paris, 28. — Edward N. Hurley, président du Bureau de transport, a annoncé, hier, son intention de revenir aux Etats-Unis sur le Levantian qui quittera bientôt la France. Il examinera les problèmes de la marine marchande.

M. Hurley est assuré que le peuple américain a la détermination de garder et de maintenir une marine marchande assez puissante pour qu'elle ne dépende pas du transport des autres nations pour son commerce à l'étranger. Il citait aussi qu'un semblable programme est le désir de tout le peuple américain.

"Assurément l'armistice fut signé, dit M. Hurley, j'ai compris qu'il serait beaucoup question du transport américain et qu'il serait requis tout d'abord de connaître ce qui a été décidé par les autres nations, qui s'occupent de transport. C'était là la raison qui m'avait déterminé à venir en Europe."

A LA MEMOIRE DE ROOSEVELT

(Cable de la Presse Associée)

Londres, 28. — On se propose de célébrer un service à l'abbaye de Westminster en mémoire du lieutenant-colonel Roosevelt. La date du service n'est pas encore déterminée, mais un tel office en mémoire d'un étranger est un fait très rare à l'abbaye.

On déclare que la date n'a pas encore été déterminée parce que le premier ministre Lloyd-George désire que le service ait lieu pendant la session du parlement, afin que tous ses membres y assistent. Le duc de Connaught, un vieux ami du colonel Roosevelt, a demandé l'abbaye, au nom du premier ministre.

Malgré que tous les préparatifs ne soient pas encore terminés, il est probable que le roi et la reine y assisteront.

L'évêque de Cantorbury chantera probablement le service.

SA PRESENCE N'EST PLUS TOLERABLE

(Cable de la Presse Associée)

Copenhague, 28. — Le Dr Suret, le représentant bolsheviste au Danemark, est parti aujourd'hui de Copenhague, accompagné du personnel de la légation. Le Dr Suret a dû partir à la suite de la demande du gouvernement qui l'avait informé que sa présence n'était pas désirée au Danemark.

LE DISCOURS DU BUDGET SERA PRONONCE DEMAIN

L'honorable M. Mitchell a annoncé, hier, à la Chambre qu'il ferait son exposé budgétaire demain.

— Sir Lomer Gouin rappelle le travail du conseil d'hygiène provincial pendant l'épidémie de grippe espagnole.

(Tribune de la presse)

Québec, 28. — L'allusion de M. Sauvé aux efforts déployés par le conseil d'hygiène provincial pour enrayer l'épidémie de grippe espagnole depuis octobre dernier, la réponse de Sir Lomer Gouin et la déclaration de l'honorable M. Mitchell, trésorier, que le discours sur le budget sera prononcé jeudi de cette semaine sont les points les plus intéressants de la séance de cet après-midi à la Chambre.

Le chef de l'opposition a demandé la production de la correspondance et d'autres documents échangés entre le Gouvernement et le Bureau d'hygiène provinciale concernant l'influenza, ou grippe espagnole qui sévit dans notre province depuis octobre 1918, jusqu'à ce jour. Il veut savoir ce que le bureau d'hygiène fait en ce moment pour enrayer complètement le fléau. Il sait qu'on a fait des efforts pour atteindre ce but mais trouve qu'on a l'air indifférent maintenant, alors qu'on devrait encore au moins toutes les semaines, renouveler au public les conseils sages sur les précautions à prendre pour se protéger contre ce danger toujours menaçant de la grippe espagnole.

D'après M. Sauvé, le bureau d'hygiène provinciale est intervenu trop tard, l'automne dernier, une fois ses efforts commencés les choses se sont passées admirablement. Tout le monde a fait son devoir et il est heureux de le reconnaître, bien que les efforts aient été stériles dans plusieurs cas.

Sir Lomer Gouin a répondu que le conseil d'hygiène provincial et les conseils municipaux ont montré beaucoup de zèle et d'intelligence, durant cette épidémie. Le gouvernement, les municipalités n'ont rien négligé de part et d'autre. Les résultats ont été heureux. Il convient aussi de rendre hommage au grand dévouement des médecins à la population, du reste, le reconnaître. Depuis le commencement de l'épidémie, le conseil d'hygiène provincial n'a pas cessé de travailler à l'enrayer. Il n'a pas ralenti son zèle, il y a encore des cas qu'on signale aux autorités.

La semaine dernière, sir Lomer rencontra le président du conseil qui lui disait, précisément savoir qu'il y a encore des cas d'influenza, et il ajoutait que le conseil y donne toute son attention, comme au temps où la maladie faisait le plus de ravages; on y apporte le même soin et le même dévouement.

Sir Lomer Gouin termine ses remarques en déclarant à la Chambre qu'il obtiendra du président, du secrétaire du conseil d'hygiène provinciale tous les renseignements qu'on désire.

M. Sauvé ajoute que les documents

demandés révéleront que des médecins négligent de rapporter aux autorités les cas de maladie qui se déclarent chez leurs patients. Il se demande si dans les écoles on prend encore les mêmes précautions qu'il y a quelques semaines.

Parmi les nouveaux projets de loi soumis à la chambre il en est un de M. Francoeur interdisant les mariages entre cousins germains de qui naissent souvent des dégénérescences physiques comme au moral. Le député de Lotbinière a en sa faveur des médecins éminents et des membres du clergé.

En réponse à une interpellation de M. Sauvé le gouvernement a répondu que 13,292,798 acres de terre ont été mises en culture dans notre province en 1918.

A la fin de juin des cartes portant un questionnaire agricole sont distribuées aux cultivateurs par l'intermédiaire des titulaires des écoles rurales. Ces questionnaires portent uniquement sur les superficies en culture et le nombre d'animaux de fermes. Une fois remplies et retournées au bureau des statistiques de la province, ces cartes sont compilées et une estimation est faite, pour chaque comté, proportionnellement au nombre de cultivateurs qu'ils renferment.

M. Sauvé a aussi demandé la production de documents échangés entre le gouvernement de Québec et le gouvernement du Canada, depuis 1917, au sujet de la conscription militaire et au sujet des conscrits qui n'ont pas répondu à l'appel des autorités militaires.

Plusieurs bills privés ont subi leur seconde lecture et ont été envoyés au comité de ce conseil amendement la charte de la cité de Lachine, de la cité de Lévis, de la Sherbrooke, Bagot et Missisquoi Railway Co., Annexé à la paroisse de St-Jean des Piles certains lots de la paroisse de Steple, respectivement dans les comtés de Champlain et de St-Maurice, pour fins civiles, municipales et scolaires. Confirmant le titre à un immeuble de la paroisse de St-Eustache, comté des Deux-Montagnes, constituant en corporation le tiers ordre de saint-Dominique; Constituant en corporation l'école des enfants infirmes de Montréal.

L'honorable M. Mitchell a annoncé, à la fin de la séance, cet après-midi, qu'il prononcera, jeudi, le discours sur le budget.

La Chambre siégera demain après-midi à quatre heures.

L'honorable Allard partira demain midi pour Montréal afin d'assister à une convention de la Canadian Forestry Association et à une autre réunion concernant la protection des forêts.

LES EMPLOYES DE CHEMINS DE FER DECLARERONT LA GREVE

LES EMPLOYES DE CHEMINS DE FER DE LA GRANDE-BRETAGNE ENVOIENT UN ULTIMATUM A LLOYD-GEORGE LUI ANNONÇANT QUE, SI LE GOUVERNEMENT NE NOMME PAS UN COMITE POUR NEGOCIER AVEC EUX, ILS SE METTRONT EN GREVE LE NEUF FEVRIER.

Londres, 28. — Des chefs ouvriers de Londres ont déclaré aujourd'hui que la guerre industrielle qui vient d'éclater en Grande-Bretagne et en France est le commencement d'une lutte en faveur des intérêts des soldats démobilisés. Ils ont nié que les grèves étaient organisées par des Bolshevistes.

La situation de la grève qui a paralysé les opérations des chantiers maritimes et sérieusement affecté d'autres industries, n'a pas changé aujourd'hui. Plus de deux cent mille personnes sont en grève dans différentes parties du Royaume-Uni.

"Les grèves sont le commencement d'une bataille ouvrière afin de forcer les capitalistes à encourager les soldats licenciés en leur accordant des journées de travail plus courtes", déclarait aujourd'hui M. Fred Bremley, l'assistant-secrétaire du congrès des unions ouvrières britanniques.

"Les soldats licenciés vont remplir le pays de sans-travail. Conséquemment un grand nombre de positions devront être créées. La signature de l'armistice a abrogé la trêve entre les ouvriers et le gouvernement. Les ouvriers sont maintenant libres d'employer la force pour appuyer leurs demandes."

Une grande grève a aujourd'hui été déclarée par les ouvriers maritimes de Clyde.

La situation est aussi loin de s'améliorer à en juger par l'ultimatum que les employés de chemin de fer ont envoyé au premier ministre Lloyd-George l'avisant que si le gouvernement ne nommait pas immédiatement un comité pour négocier avec eux, il y aurait une grève générale qui paralysera tous les chemins de fer le 9 février prochain.

LA DEMOBILISATION ALLEMANDE

Londres, 28. — Un radio allemand reçu à Londres dit :

"Le 18 janvier, toute l'armée allemande qui était sur le front occidental avait été amenée aux centres de démobilisation, ainsi qu'un demi-million du total des six cent mille hommes de l'armée du front oriental."

"Un ordre a été émis pour l'arrestation de Karl Radek, l'agitateur bolsheviste qui, dit-on, se cache toujours à Berlin."

"L'ex-chancelier, le Dr George Michaelis, a démissionné comme président de la Poméranie pour protester contre l'attitude des ouvriers et des soldats de Stettin qui ont hissé le drapeau à mi-mât en mémoire du Dr Liebknecht."

"Philip Scheidemann, le chef socialiste, qui a été élu dans Berlin et Cassels, a décidé de représenter Cassels. De là son siège de Berlin va au ministre de l'Intérieur Ernst."

"La rareté du charbon devient tellement sérieuse que l'on a l'intention de cesser de fournir de l'énergie à différentes industries de Berlin."

LES ASSEMBLEES DU CABINET

(Dépêche de la Presse Associée)

Ottawa, 28. — En vue de la prochaine session, le Cabinet se réunira tous les jours à trois heures de l'après-midi. Le programme de la session est maintenant terminé.

LES MANUFACTURIERS OPPOSES A TOUTE REDUCTION DU TARIF

L'Association des Manufacturiers fait connaître son opposition au sujet des demandes des "Producteurs de blé" de l'Ouest. — Il faut ajourner toute discussion sur le tarif.

(Dépêche de la Presse Associée)

Toronto, 28. — Les manufacturiers qui ont transformé l'industrie canadienne de paix en une industrie de guerre ne craignent pas de revenir à celle de la paix. Ils demandent qu'on laisse leur champ d'action et leurs énergies libres.

"En conséquence, l'association des manufacturiers canadiens croit que notre pays doit concentrer tous ses efforts à revenir aux conditions existant avant la guerre et aux questions qui s'y rapportent. Il doit remettre à un temps plus propice le sérieux problème de la révision du tarif."

Cette attitude des manufacturiers canadiens sur la question du tarif.

"En conséquence, l'association des manufacturiers canadiens croit que notre pays doit concentrer tous ses efforts à revenir aux conditions existant avant la guerre et aux questions qui s'y rapportent. Il doit remettre à un temps plus propice le sérieux problème de la révision du tarif."

Cette attitude des manufacturiers canadiens sur la question du tarif est le résultat des instructions données par son bureau exécutif, à sa dernière séance, a dit aujourd'hui le gérant général de l'Association des Manufacturiers Canadiens.

Le texte de cette déclaration se lit comme suit :

"L'Association des Manufacturiers Canadiens désire faire connaître clairement sa position à l'égard de certaines demandes qu'on lui fait et particulièrement vis-à-vis celles des producteurs de blé de l'Ouest, en ce qui concerne un changement radical du tarif au Canada."

"Les principales demandes sont les suivantes :

"(a) — Une réduction immédiate et substantielle sur tous les produits sujets au tarif des douanes. Cette réduction doit comprendre tout les droits sur les machines agricoles et domestiques, le ciment, l'huile et un bon nombre d'articles dont se servent les fermiers.

"(b) — Un commerce libre entre la Grande-Bretagne et le Canada durant cinq ans.

"(c) — L'acceptation du traité de réciprocité avec les Etats-Unis, traité qui fut rejeté par le Canada en 1911.

"(d) — Que si une réduction plus grande du tarif des Etats-Unis vis-à-vis d'Canada est faite, le Canada agisse de la même manière à l'égard des Etats-Unis, (probablement le libre-échange avec les Etats-Unis, ce à quoi ce pays est prêt en tout temps)."

"Il est juste de faire remarquer que les dites résolutions sont faites non pas simplement pour que de légers changements soient accordés dans le tarif, mais pour qu'il soit aboli complètement, par le fait même révolutionnant entièrement notre système fiscal."

"L'Association des manufacturiers canadiens préconise très fortement que toutes les discussions sur le tarif soient ajournées jusqu'à ce que le grand problème du passage de l'état de guerre à celui de paix soit réglé. Elle est d'opinion que ceci n'est pas seulement l'opinion des manufacturiers et de leurs employés mais aussi celle de presque toutes les institutions financières et commerciales et de leurs employés; et c'est aussi celle des compagnies de transport et leurs employés et celles d'un grand nombre de fermiers qui ont trouvé un marché régulier pour écouler leurs produits dans les villes industrielles."

"C'est un loi générale et bien connue dans chaque pays, que, lorsque les changements importants du tarif sont anticipés, une dépression commerciale s'en suit. Durant de telles périodes les placements deviennent rares, les entreprises limitées, le commerce vit à peine, le consommateur achète avec parcimonie, et la construction demeure à peu près stationnaire. La timidité remplace la confiance et le courage, et l'on peut écrire l'attitude générale par ces mots : "Attendez et regardez".

"Ceci est justement le contraire de ce que la situation requiert, si jamais le Canada a besoin de courage, d'initiative et d'unité d'efforts, c'est bien maintenant."

"Le problème principal est : "Comment le Canada passera-t-il de la guerre à la paix?" Il est inutile de dire qu'un faible pourcentage de l'armée canadienne a été recruté parmi les agriculteurs, parce le principal devoir durant la guerre fut de produire des vivres, chose qui fut faite avec courage et succès.

"La possibilité d'introduire un semblant de libre-échange occasionnerait immédiatement un excès considérable de main-d'œuvre, et troublerait le repos social, ce qui n'a pas besoin d'être encouragé au Canada surtout maintenant."

UN PROJET DE CONSCRIPTION SELECTIVE EN GRANDE-BRETAGNE

LES AUTORITES BRITANNIQUES NE PEUVENT OBTENIR UN NOMBRE SUFFISANT DE VOLONTAIRES POUR L'ARMEE D'OCCUPATION. ELLES RETIENDRONT ENVIRON UN MILLION DE SOLDATS SOUS LES ARMES.

(Cable de la Presse Associée)

Londres, 28. — Une assemblée spéciale du cabinet a eu lieu aujourd'hui. M. Winston Churchill, Sir Eric Geddes, Sir Robert Stevenson, le nouveau ministre du travail, et les généraux Sir Henry Wilson et Sir William Robertson y assistaient. Les questions urgentes se rapportant à la démobilisation ont été discutées.

On comprend que les ministres en sont venus à la conclusion qu'il est impossible d'obtenir assez de volontaires pour l'armée d'occupation; pour celle chargée de garder la propriété sur les théâtres de guerre; pour maintenir les garnisons des Indes; de Gibraltar et des colonies de la Couronne; enfin pour assurer la sûreté du Royaume-Uni et sauvegarder les résultats de la victoire en Palestine, en Mésopotamie et en Turquie; et qu'en conséquence il sera nécessaire d'adopter un système de conscription selective, mais plaçant les hommes autant que possible dans la même position qu'ils seraient dans la vie civile, tant au point de vue de la salarie qu'aux autres conditions.

On considère que pour les buts plus haut mentionnés, on aura besoin d'environ un million d'hommes, que l'on veut dire que trois sur quatre hommes seront démobilisés, et le troisième sera retenu pour terminer le travail (finish the job). C'est aussi l'intention du cabinet de libérer les soldats qui ont déjà rendu le plus de service au pays. Probablement qu'une date sera déterminée et tous les hommes qui auront été en service avant ladite date choisie, seront licenciés.

Le salaire des hommes retenus sera beaucoup augmenté et un nouveau projet relativement aux congés sera introduit. Les soldats qui seront retenus jusqu'à ce que l'organisation d'une nouvelle armée soit terminée seront considérés comme remplissant des fonctions aussi importantes qu'en temps de guerre, et les propriétaires d'industries seront priés de retenir leurs positions d'avant-guerre, tel qu'on l'a fait durant la guerre pour les soldats qui étaient au front.

La résolution ne fait pas mention des câbles télégraphiques et ce sujet n'a pas été discuté à l'assemblée du comité. Les membres donneront ensuite diverses opinions sur l'effet de la législation par le contrôle fédéral de ces propriétés. Ce contrôle fut assumé par une proclamation du président le 16 juillet dernier.

Le président Moon a déclaré que la nouvelle loi modifiera l'ancienne loi comme elle est appliquée quant aux câbles télégraphiques. Pour que ce contrôle soit abandonné il faut une proclamation du président annonçant la signature de la paix et sa ratification.

D'autres membres ont une opinion différente. Ils se basent sur le fait que les câbles sont contrôlés par les compagnies de télégraphie pendant que le contrôle des câbles sera étendu automatiquement. Il y a aussi d'autres membres du comité qui sont d'avis que la question devra être réglée devant les tribunaux.

LE CONTROLE DES CABLES

(Dépêche de la Presse Associée)

Washington, 28. — D'après une résolution du comité des Postes créée par un vote de 10 à 8 le contrôle du gouvernement sur le téléphone et le télégraphe se terminera le 31 décembre prochain. Le président Moon a annoncé qu'il présenterait ce projet devant l'Assemblée demain pour qu'il soit approuvé immédiatement.

La résolution ne fait pas mention des câbles télégraphiques et ce sujet n'a pas été discuté à l'assemblée du comité. Les membres donneront ensuite diverses opinions sur l'effet de la législation par le contrôle fédéral de ces propriétés. Ce contrôle fut assumé par une proclamation du président le 16 juillet dernier.

Le président Moon a déclaré que la nouvelle loi modifiera l'ancienne loi comme elle est appliquée quant aux câbles télégraphiques. Pour que ce contrôle soit abandonné il faut une proclamation du président annonçant la signature de la paix et sa ratification.

D'autres membres ont une opinion différente. Ils se basent sur le fait que les câbles sont contrôlés par les compagnies de télégraphie pendant que le contrôle des câbles sera étendu automatiquement. Il y a aussi d'autres membres du comité qui sont d'avis que la question devra être réglée devant les tribunaux.

Le salaire des hommes retenus sera beaucoup augmenté et un nouveau projet relativement aux congés sera introduit. Les soldats qui seront retenus jusqu'à ce que l'organisation d'une nouvelle armée soit terminée seront considérés comme remplissant des fonctions aussi importantes qu'en temps de guerre, et les propriétaires d'industries seront priés de retenir leurs positions d'avant-guerre, tel qu'on l'a fait durant la guerre pour les soldats qui étaient au front.

La résolution ne fait pas mention des câbles télégraphiques et ce sujet n'a pas été discuté à l'assemblée du comité. Les membres donneront ensuite diverses opinions sur l'effet de la législation par le contrôle fédéral de ces propriétés. Ce contrôle fut assumé par une proclamation du président le 16 juillet dernier.

Le président Moon a déclaré que la nouvelle loi modifiera l'ancienne loi comme elle est appliquée quant aux câbles télégraphiques. Pour que ce contrôle soit abandonné il faut une proclamation du président annonçant la signature de la paix et sa ratification.

D'autres membres ont une opinion différente. Ils se basent sur le fait que les câbles sont contrôlés par les compagnies de télégraphie pendant que le contrôle des câbles sera étendu automatiquement. Il y a aussi d'autres membres du comité qui sont d'avis que la question

SIR LOMER GOUIN REpond ENERGIQUEMENT A M. SAUVÉ

Le premier ministre termine le débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, par un magistral exposé de la progressive politique du gouvernement libéral. — La province sert d'exemple aux autres sous le rapport de la voirie.

LE SALAIRE DES INSPECTEURS D'ECOLES

Discours de MM. Thériault et Miles, proposeur et second de l'adresse. — Le rôle des Canadiens-français dans la guerre. — M. Miles fait une excellente impression à la Chambre — Le débat au conseil législatif.

LA NOMINATION DE M. MARTIN.

(Tribune de la presse)

Québec, 22.—Le débat sur l'adresse à la Chambre, s'est terminée, ce soir, par un très éloquent discours de Sir Lomer Gouin, en réponse au chef de l'Opposition qui s'était montré tout particulièrement agressif. Le premier a fait une revue sommaire des œuvres de son gouvernement, faisant ressortir les progrès réalisés dans tous les domaines et déclarant que ses collègues et lui n'entendent pas cesser leur initiative pour assurer à notre province le développement qui la maintienne à la tête des provinces de la Confédération.

Sir Lomer a terminé son discours par une réponse énergique aux attaques du chef de l'Opposition et à certaines allusions malveillantes, concernant la nomination de l'honorable M. Médéric Martin, au Conseil législatif. Le premier ministre a donné les raisons qui ont engagé le gouvernement à faire cette nomination que l'on affecte de ne pas pouvoir s'expliquer en certains quartiers.

MM. Thériault et Miles ont très bien rempli leur rôle de proposeur et de second de l'Adresse, comme leurs discours rapportés plus loin en font foi.

Un incident a marqué le débat, M. Mayrand, député de Montréal-Dorion, a félicité le gouvernement de la nomination de l'honorable M. Séguin comme ministre sans portefeuille pour représenter l'élément ouvrier, mais il a protesté énergiquement contre celle de l'honorable M. Martin, disant qu'elle est injustifiable et dérogatoire à l'honneur de la députation. M. Mayrand a voulu rappeler sa campagne fait pour le maire de Montréal au cours des dernières élections municipales, mais l'Orateur lui a fait observer que les règles de la Chambre ne permettaient pas cette procédure au cours du débat sur l'adresse et qu'une motion particulière devait être faite devant la Chambre afin de discuter le sujet. MM. Francoeur et Sauvé ont insisté pour que le député de Dorion eût la permission de continuer son discours, mais l'Orateur a déclaré qu'il ne pouvait l'accorder, pour les raisons données plus haut. Le chef de l'opposition a déclaré plus tard, au cours de ses remarques, qu'il avait de nombreuses citations à faire à ce sujet et qu'il regrettrait d'être obligé de raccourcir d'autant sa harangue contre le gouvernement.

M. Sauvé a parlé de la situation difficile que nous traversons à cause des conditions sociales qui la compliquent et qui alarment les esprits les plus avertis. Le discours du trône ne lui plait pas; il y manque toutes sortes de choses, à son avis. Le gouvernement n'a pas un programme assez chargé. M. Sauvé veut une enquête sur les accusations portées par le Maire Martin contre la Législature; le chef de l'opposition a été très violent dans son attaque contre le premier ministre qui lui a vigoureusement répondu, comme on le verra plus loin.

SIR LOMER GOUIN

Quand Sir Lomer Gouin se lève pour prendre part au débat toute la Chambre lui fait une ovation. Le Premier Ministre félicite d'abord le proposeur et le second de l'adresse de la façon dont ils se sont acquittés de leur tâche, fait l'éloge de chacun et leur exprime ses meilleurs souhaits de succès dans la carrière publique qu'ils commencent. Sir Lomer rend ensuite un hommage ému à la mémoire de notre regretté lieutenant-gouverneur, sir Pierre-Evariste LeBlanc.

Sir Pierre-Evariste LeBlanc a siégé longtemps à la Chambre où il a rempli le rôle de chef de l'opposition pendant plusieurs années. Il était un lutteur vigoureux doué d'expérience politique et qui connaissait les détails de l'administration de la province. D'adversaires, sir Lomer et sir Pierre-Evariste sont devenus des amis. Sir Lomer est heureux que sir Pierre-Evariste lui ait témoigné non-seulement sa confiance mais encore son amitié dans l'exercice de ses hautes fonctions de représentant du Roi en cette province. C'est le plus beau témoignage que le Premier Ministre ait reçu au cours de sa carrière. Sir Lomer évoque aussi la mémoire des regrettés MM. Caron et Doris que la mort a enlevés à la députation pendant la dernière vacance parlementaire et ? ? ? ? ?

Faisant allusion à la déclaration de M. Sauvé que le discours du Trône n'annonçait pas de réformes, en somme rien de nouveau, sir Lomer dit qu'il n'a pas toujours connu le chef de l'opposition aussi radical, aussi avide de changements et d'innovations; il ne se rappelle pas d'occasion où le gouvernement ait proposé quelque progrès que M. Sauvé ait approuvé de son vote ou de sa parole.

Si M. Sauvé n'a pas eu le temps de se rendre compte de ce que le gouvernement a fait pour développer et faire progresser la province, le peuple s'en rend bien compte puisqu'à chaque élection la majorité libérale augmente. Nous avons beaucoup fait pour l'instruction publique, dit le premier ministre, mais nous nous rendons compte que nous avons encore beaucoup à faire. Les contribuables de cette province ont compris l'importance des progrès à réaliser dans ce domaine et ils s'y sont livrés avec ardeur. Ils ont dépensé \$2,500,000 pour améliorer leurs écoles, tandis que le gouvernement y consacrait \$2,000,000. On sait que maintenant, 489,000 enfants les fréquentent. Il est bon de jeter des regards sur le passé afin de se rendre compte de ce qui a été fait et de fonder des espérances sur l'avenir.

Sir Lomer Gouin énumère rapidement les nouvelles écoles fondées ou construites dans les divers comtés et dans les différentes paroisses de la province. Il parle de services rendus par les écoles d'agriculture, les académies, les écoles normales, les écoles techniques et des hautes études commerciales. Le gouvernement a multiplié les centres d'instruction et d'éducation dont la population bénéficie largement aujourd'hui. Ce sont là des œuvres, conclut le premier ministre, non pas simplement de paroles et de discours.

Quant aux inspecteurs d'écoles que M. Sauvé voudrait voir mieux payés, Sir Lomer rappelle le temps où le chef de l'opposition était le seul à se plaindre de la déchéance de la voirie, alors qu'il les accusait d'incompétence et déclarait leurs visites inutiles. Les traitements des inspecteurs ont été augmentés considérablement. Sous le régime conservateur on leur donnait une rémunération annuelle de \$600 qui a été portée successivement par le gouvernement libéral de la propre initiative du secrétaire provincial, à \$1,000, à \$1,200 et à \$1,400 et on leur alloue un montant de \$300 pour les dépenses de voyage. Sir Lomer a annoncé qu'au cours de la session actuelle le trésorier demandera l'autorisation de faire une nouvelle augmentation de leurs traitements.

Le progrès de la voirie sont tels, dit le Premier Ministre, qu'à tous les congrès interprovinciaux on cite notre province comme modèle et nos

chemins comme exemple. Qu'est-ce qu'on a fait pour nos chemins sous le régime conservateur? Leur bilan est bien maigre encore à se supputer. Nulle autre province n'a le mérite de ce que nous avons réalisé dans la voirie. Plus de dix-neuf millions ont été dépensés pour améliorer notre voirie; nous avons des routes nationales modèles que nous nous occupons d'entretenir et de réparer suivant les besoins. Dans l'ensemble nous pouvons être fiers de nos progrès que l'on nous envie dans les provinces voisines.

Le gouvernement a fait des réformes sur 175 milles de chemins et sur 22 ponts. A ce sujet, Sir Lomer rappelle que le gouvernement a construit 500 ponts en fer au coût de quatre millions, en huit ans. Tous ces résultats doivent être satisfaisants.

Sir Lomer parle de colonisation pour signaler les progrès réalisés dans chacune des régions où on défriche le sol de notre province, insistant surtout sur ce qui se passe dans l'Abitibi où des villages et des villes ont surgi en quelques années, avec une population de près de 10,000 âmes maintenant.

L'Orateur constate avec plaisir le développement d'une industrie qui contribue notablement à alimenter les colonies, celle de la Pulpe. Sur 81 fabriques de Pulpe au Canada, la Province de Québec en compte à elle seule 32; nous fabriquons la moitié du papier, du carton et du papier d'emballage produit au pays. Les travaux des barrages du Saint-Maurice, de la rivière St-François et la location de pouvoirs d'eau à diverses compagnies industrielles ont aidé puissamment au développement de cette industrie de la pulpe.

Telle est l'importance de cette industrie chez nous que les capitalistes y voient un placement sûr, de toute garantie. Sir Lomer en connaît plusieurs qui sont prêts à vendre leurs intérêts ailleurs afin de nous les confier dans la province de Québec.

Le premier ministre a ensuite discuté l'agriculture. D'après les statistiques fédérales, que M. Sauvé ne mettra pas en doute, l'agriculture de la province de Québec a augmenté considérablement en 1918 le nombre de ses animaux de ferme et la quantité de beaucoup d'autres produits. L'industrie du beurre et du fromage s'est développée au point de rapporter \$27 à \$28,000,000. Grâce à l'aide accordée par le gouvernement qui veut faire encore davantage.

Si Lomer a signalé que le gouvernement veut donner les terres aux soldats qui voudront s'y livrer à l'agriculture. C'est justice à l'égard de ces héros qui nous reviennent couverts de gloire. Il ne comprend pas que M. Sauvé veuille généraliser cette générosité en accordant les terres gratuitement à tous les colons. Ce système de gratuité a été mis en vigueur dans l'Ouest et un homme d'expérience vien de faire un rapport au gouvernement recommandant de l'abandonner. La modique somme que le gouvernement demande aux colons et le temps qui leur est donné pour la payer ne sont pas un empêchement à la colonisation. Il faut faire une distinction entre ces deux classes de colons.

Des employés publics, le premier ministre dit que le gouvernement provincial les traite aussi bien que ceux du service fédéral le sont par le gouvernement actuel, contrairement à l'opinion de M. Sauvé. Sir Lomer rappelle avec quelle désinvolture on a congédié en 1911, les employés publics fédéraux qui étaient connus comme ayant la foi libérale, pour les remplacer par des conservateurs dans une proportion de trois hommes pour un. Le gouvernement provincial rémunère ses employés généralement en tenant compte de ce système de classification, il n'y en a pas cinq pour cent qui n'aient pas été augmentés et cette augmentation se chiffre à vingt pour cent. Nous n'avons pas promis de bonus contrairement à ce qu'a dit le chef de l'opposition, mais nous avons cru nécessaire d'en accorder, étant donné les circonstances difficiles que nous avons traversées depuis quelques années. Ce bonus on a commencé à le payer

Sir Lomer signale que le chef de l'opposition n'a pas parlé de finances. Pour cette bonne raison qu'elles sont prospères et que les surplus se succèdent régulièrement.

LA NOMINATION DE L'HON. M. MARTIN

Le premier ministre attaque ensuite le sujet intéressant sur lequel M. Sauvé avait surtout violemment porté ses attaques contre lui. Il siège en cette Chambre depuis de nombreuses années, dit-il, le président des délibérations du Conseil des Ministres depuis bientôt quatorze ans, j'ai rencontré bien des adversaires, quelques-uns furent presque des ennemis, j'ai été attaqué violemment, j'ai eu à faire face à des oppositions assez nombreuses et toujours très vigoureuses; on me rendra le témoignage que jamais je n'ai manqué de courage. Plusieurs sont passés et non des moins violents. On veut bien me reconnaître certaines capacités et des qualités. La preuve en est que nous sommes allés devant le peuple à trois reprises et que la majorité a sans cesse augmenté. L'opposition d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle fut un jour. Elle n'est plus qu'un vestige de ce qui fut un prestige. On veut attaquer de nouveau. Je pourrais parler de visites dans l'ombre, de bien des choses que M. Sauvé sait; mais pas plus aujourd'hui, qu'il y a dix ans, je n'ai peur de ceux qui essaient de renverser le gouvernement. J'ai oublié la Tragédie du chef de l'opposition pour ne voir que la Comédie.

On veut faire un scandale d'avoir nommé un homme avec qui nous avons eu des difficultés et qui nous a dit des choses désagréables. M. Sauvé doit se rappeler qu'il a bien écrit et parlé contre certains anciens ministres libéraux de talent qui fut député de Terrebonne, avec qui il eut même des démêlés devant les tribunaux, et cependant il a siégé à ses côtés; il a suivi ses avis, il a servi sous la direction comme un bon partisan, humblement soumis. La même chose s'est passée à l'égard de plusieurs autres que M. Sauvé avait dénoncés et qu'il a ensuite suivis. Ce n'est pas lui que je chargerais de garder ma dignité.

Nous avons fait cette nomination la croyant dans le meilleur intérêt de la ville de Montréal. J'ai confiance en l'avenir de la métropole que j'ai habitée et que j'habiterai encore. Montréal a été favorisée par la nature et par la Providence: Elle est le terminus de la navigation océanique et elle se développera. Elle est maintenant la quatrième ville d'Amérique et elle deviendra la troisième. Montréal va progresser dans des proportions que personne ne peut encore estimer. En réponse à une demande clairement exprimée par la majorité de la population nous avons donné à la métropole un système temporaire d'administration qui rapporte de bons résultats et rend des services.

Dans la dernière campagne municipale le nouveau conseiller législatif nous a dit des choses désagréables et pour cette raison, conclut le chef de l'opposition, nous n'aurions pas dû le nommer. Je suis aussi sensible que n'importe qui. Je tiens autant à ma dignité personnelle, autant que n'importe qui. J'ai voulu faire en sorte qu'on ne perde plus de temps à des disputes et à des querelles qui empêchent de faire de judicieux efforts vers le progrès et d'atteindre des résultats pratiques. Je ne tiens pas à me faire dire des choses désagréables et j'ai acquis cette bonne philosophie de ne pas plus m'arrêter aux agressions qu'aux compliments, aux attaques qu'aux louanges. Je n'ai regardé que le bien de Montréal. La nomination a été faite dans l'intérêt de Montréal uniquement. Il n'est pas question de crainte, ni de bailloir. La chanson de l'enquête on en connaît la musique depuis longtemps en cette chambre: elle est toujours la même, personne ne songe à s'en émouvoir. Je n'ai point d'aucun acte de ma vie politique; je n'ai peur des conséquences d'aucun acte de ma carrière. Quoi qu'on pense et quoi qu'on dire, j'ai agi dans l'intérêt public, quelles qu'en soient les conséquences et quels qu'en soient les sacrifices. Je m'intéresse au sort de Montréal au point

LE CAPITAL A CONFIANCE EN L'AVENIR DE NOTRE PROVINCE

Cent quatre-vingt-quinze compagnies représentant un capital de plus de 40 millions de piastres ont pris leurs lettres patentes en 1917-1918. — Le succès du recensement agricole. — Les actes de l'état civil.

(Tribune de la Presse)

Québec, 23 — La Chambre n'a siégé que quelques minutes, cet après-midi, pour expédier des affaires de routine, puis on a ajourné à demain matin à onze heures et demie. On ajournera alors à mardi après-midi. Il est entendu que l'ajournement à l'avenir, sur fin de semaine se fera pour jusqu'à lundi après-midi afin de ne pas retarder les progrès de la procédure.

Les divers comités ont fait leur rapport à la Chambre de l'élection de leur président. Trois changements se sont opérés dans les présidences. L'honorable M. Caron a cédé ce comité de l'agriculture à M. J. E. Robert, de Rouville; le comité des industries et du commerce sera présidé par M. Walter Reed qui succède à M. Bullock; ce dernier remplace le Dr Finnie à la présidence d'enseignement.

L'honorable M. Décarie, secrétaire provincial, vient de déposer son rapport annuel sur la table de la Chambre. On y constate que durant l'année qui s'est écoulée, du 1er juillet 1917, au 30 juin 1918, cent quatre-vingt-quinze compagnies, représentant un capital de \$40,733,999, ont reçu des lettres patentes sous le grand sceau de la province.

L'honorable M. Décarie signale le succès du recensement agricole annuel inauguré au printemps de 1917 par le bureau des statistiques qui relève de données de producteurs de la province. Au questionnaire concernant les superficies en culture et le nombre d'animaux domestiques envoyés aux titulaires des écoles rurales pour le distribuer aux cultivateurs, environ trente mille de ces derniers ont répondu. On a suffisamment de statistiques maintenant pour faire un estimé exact des étendues en culture et des bestiaux. A l'automne, des correspondants ont fait connaître le rendement moyen, les prix de vente, la vente moyenne des terres, des animaux, etc., afin d'établir la valeur totale des roulements et des stocks d'animaux.

Les instituteurs et institutrices accordent de bonne grâce leur généreux concours à ce travail d'intérêt national.

La province de Québec va se prêter autant que le lui permettra son passé au mouvement d'uniformité d'enregistrement des actes de l'état civil et des statistiques entre les diverses provinces, tel qu'organisé au congrès des statisticiens du Canada, tenu à Ottawa en juin 1918. Un comité spécial du congrès va se réunir bientôt pour continuer ce travail. Le bureau de l'assistance municipale de Montréal et celui des statistiques de Québec, en sont venus à l'entente par laquelle les statistiques de l'assistance des institutions de la métropole sont maintenant recueillies en double par le bureau de Montréal qui en envoie une copie à Québec. Les résultats en sont satisfaisants.

Les hôpitaux, les maternités, les crèches, les dispensaires, les sanatoriums, les hospices, les refuges, les asiles etc., fournissent maintenant à notre bureau des statistiques provinciales un état annuel du personnel, du mouvement des indigents et des malades, des revenus et des dépenses etc. Les statistiques de l'enseignement placées sous la direction de ce bureau sont publiées dans une disposition nouvelle et ont augmenté de façon notable depuis une couple d'années. Les renseignements sont plus complets sur l'enseignement primaire, secondaire, supérieur et spécial.

En quatre années le bureau des statistiques de la province a fait de notables progrès rapides et constants.

Le rapport de l'honorable M. Delage, surintendant de l'Instruction Publique, a été lu à la Chambre. Au début, l'honorable M. Delage expose sur la tombe trop tôt ouverte et à peine fermée du regretté Sir Horace Archambault, l'un des plus anciens, des plus distingués et des plus dévoués membres du conseil de l'Instruction publique, un témoignage d'admiration réelle et de reconnaissance profonde pour les bons et précieux services qu'il a rendus en maintes circonstances à la cause de l'éducation par cet intégral magistrat, dont la mémoire sera toujours chère et pieusement conservée.

Le surintendant signale ensuite les effets du terrible fléau de la guerre qui se sont répétés chez nous, au cours de l'année dernière, d'une manière plus forte que précédemment. Tandis que les aînés volaient à la défense du drapeau, les cadets, à son appel, s'enrôlaient comme soldats dans la réalité, le personnel enseignant se sentait éclairci et au moins n'a pu être aussi régulière. Il a fallu n'a pas diminué, leur assistance au moins n'a pu être aussi régulière. Il a fallu tous pendant apporter leur contribution, payer leur impôt et hâter, par leurs efforts, l'arrivée de cet événement si désiré dont nous avons été les moins surpris de la victoire complète des alliés, assurance certaine d'une paix permanente. Le surintendant s'est occupé de prendre les moyens pour perfectionner les statistiques fournies par les secrétaires-trésoriers des diverses municipalités. Il annonce qu'il va suivre la politique inaugurée par son prédécesseur au sujet des congrès scolaires qui produisent des résultats éclatants.

Les municipalités scolaires dans la province au 30 juin 1917, se répartissaient comme suit: 1,345 catholiques, 355 protestantes, 26 municipalités scolaires nouvelles ont été créées en 1918.

Malgré la guerre, la construction des édifices scolaires s'est continuée et maintenant au niveau des années précédentes: 254 maisons d'écoles ont été construites ou rénovées et une somme de \$2,488,621 a été dépensée au cours de l'année 1918.

Les sous-comités nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, à sa session du 9 mars 1917, pour étudier le rapport de M. J. C. Magnan, inspecteur général, sur une enquête demandée par une résolution que le comité avait adoptée le 10 mai 1916, a continué son travail difficile, avec patience et persévérance et fera bientôt un autre et dernier rapport. Déjà il s'est déclaré favorable à la création d'une classe pour préparer les jeunes élèves à suivre avec fruit les matières de la première année du programme d'études des écoles primaires, et aussi d'un certificat d'études comme sanction de chacun des trois cours élémentaires, intermédiaires, supérieurs. Il s'agit cette fois d'une nouvelle répartition des matières en éliminant celles qui ne sont pas absolument nécessaires pour ces écoles et distribuer ces matières en sept années de l'enseignement.

Les sous-comités des efforts des employés supérieurs de mon département, dit-il, le surintendant et les inspecteurs d'écoles, les rares difficultés de l'enseignement du français dans les centres de langue anglaise ont été réglées à l'amiable. Le français et l'anglais sont enseignés dans toutes les écoles des centres mixtes. De plus en plus les commissions scolaires de ces régions comprennent qu'il est d'élémentaire justice de fournir aux enfants d'une minorité l'occasion d'apprendre leur langue maternelle à l'école. C'est le bon vent, conclut le surintendant, qui souffle toujours sur notre province. Hier, il passait sur nos deux rives, la France et l'Angleterre, et y développait l'entente cordiale, cette force morale qui a transformé deux ennemis acharnés en alliés inséparablement unis dans l'effort pour la lutte, le triomphe, le progrès et la prospérité. Qu'il promette d'effort pour la lutte, le triomphe, le progrès et la prospérité, notre cher pays. Hier, il passait sur nos deux rives, la France et l'Angleterre, et y développait l'entente cordiale, cette force morale qui a transformé deux ennemis acharnés en alliés inséparablement unis dans l'effort pour la lutte, le triomphe, le progrès et la prospérité. Qu'il promette d'effort pour la lutte, le triomphe, le progrès et la prospérité, notre cher pays.

L'honorable M. Delage donne dans son rapport une quantité considérable de statistiques sur les progrès de l'Instruction publique dans notre province. Nous y reviendrons.

LE "A. G. FLAGG" N'EST PAS SOMBRE

(Dépêche de la Presse Associée)

Halifax, N.E., 12.—Le navire "A. G. Flagg", néant 1864 tonnes, et sous le contrôle du capitaine R. H. Lee, est entré dans le port d'Halifax ce matin à midi. Il est fortement endommagé.

Ce ravire appartient au département de la marine américaine. Il était parti des grands lacs et se dirigeait vers New-York. Le 26 décembre il laissait le port de Québec, et le 29 du même mois, il abordait à Port Hastings. Il quitta ce dernier port, escorté par le "Fallapa" pour continuer son voyage, mais il eut à lutter contre un vent violent. Le navire était dans un état tel qu'il fut obligé de manœuvrer ferme pour ne pas s'échouer sur le rivage. Ce vent violent dura toute une journée, mais à la fin le navire put avoir raison du vent, et le 3 janvier il accosta à Louisbourg. Il prit du charbon à ce dernier endroit, mais il n'était pas encore assez lesté, et le 9 janvier il dut être remorqué à New-York. L'appareil à vapeur du gouvernail se brisa, ce qui arrangea un à un, mais samedi, il se brisa encore.

Les deux navires se séparèrent. La première fois l'"Irquois" qui démarquait le "A. G. Flagg", pour jeter un câble à ce dernier, mais le câble se rompit à quatre heures. Le "A. G. Flagg" fut toutefois atteindre le port d'Halifax, à raison d'un mille à l'heure.

Le bourgmestre devint soupçonneux et refusa la demande des occupants des automobiles. Après des pourparlers, les autos repartirent.

Un rumeur qui circule aujourd'hui veut que ces automobiles viennent d'Allemagne, et que c'était un complot pour faire évader le kaiser.

On rapporte aussi que les autos étaient des autos de l'armée américaine venant de Belgique et que le groupe était formé de correspondants de journaux qui voulaient avoir une entrevue.

Les occupants des deux autos, d'après l'ambassadeur américain, étaient allés pour parler à Guillaume, à la dépeche ajoute qu'il y avait des fusils dans l'un des autos.

Ce sont les Pilules Moro qui ont entièrement guéri les hommes dont les témoignages suivent:

LES PILULES MORO pour les Hommes réussissent toujours là où tant d'autres remèdes échouent



M. OVILA AUDETTE

347, rue North Grosvenordale, Grosvenordale, Conn.

Comme chez beaucoup d'hommes qui travaillent aux moulins, mon sang était devenu pauvre et des boutons me couvraient la figure et une partie du corps. Avant de prendre les Pilules Moro, j'avais essayé un grand nombre de lotions et d'onguents. Lorsqu'on me conseilla de prendre les Pilules Moro, j'en étais rendu à douter de ma guérison. J'ai pris de ce bon remède pendant longtemps, un an je crois, et sous ses bons effets toutes mes humeurs disparurent et je suis devenu bien portant. Il y a de cela deux ans, et le temps en temps encore je prends les Pilules Moro. Elles soutiennent mes forces, et empêchent, je suppose, cette vilaine éruption de revenir. — M. Ovila Audette, 347, rue North Grosvenordale, Grosvenordale, Conn.

Si aujourd'hui je suis en bonne santé, je le dois à l'exactitude que j'ai apportée à prendre les Pilules Moro et à suivre les conseils reçus de la Compagnie Médicale Moro. Je suis convaincu que ce remède constitue le remède le plus important contre la faiblesse, l'appauvrissement du sang et les maux qui s'en suivent. Pour moi, outre la faiblesse, j'avais eu à souffrir de maux de tête, de reins, de bien mauvaises digestions. De plus, j'étais très sensible au froid; je me sentais toujours les mains et les pieds comme dans la glace. Tout cela m'empêchait d'étudier avec profit, car j'étais au collège. Aussi j'avais dû retourner dans ma famille pour y prendre un repos de quelques semaines et c'est alors que j'ai commencé à prendre les Pilules Moro. Lorsque je retournai au collège, j'étais beaucoup mieux et en continuant le traitement, je me suis rétabli complètement. — M. Théodore Desrosiers, Saint-Damase (Matane), P.Q.

Depuis longtemps j'avais des rhumatismes. Je continuais cependant de me rendre à mon travail comme à l'ordinaire, malgré des douleurs dans les membres et les reins. Des remèdes prescrits par des médecins ne m'ayant obtenu aucune amélioration, j'ai eu recours aux Pilules Moro qui m'ont donné une bonne santé. — M. Francis Gariépy, 639 Summer, Holyoke, Mass.

J'ai une grande confiance dans les Pilules Moro et je les recommande beaucoup. Il y a quelques semaines, je souffrais souvent du mal de reins et de douleurs dans les membres. Ma digestion se faisait parfois difficilement et mon système s'affaiblissait. Je me mis à prendre de Pilules Moro qui m'ont été recommandées et mes douleurs de reins disparurent bientôt, mon appétit fut meilleur et ma digestion plus facile. Enfin, je me sentis vigoureux et fort comme un jeune homme. J'ai ensuite employé les Pilules Moro pour relever mes forces et toujours elles ont eu les plus heureux effets. — M. Alphonse Arcand, 610 rue Beaudry, Montréal.

Depuis plusieurs années, je souffrais de douleurs de reins qui m'empêchaient bien souvent de me rendre à mon ouvrage. Mes forces diminuaient aussi et les jours s'écoulaient de plus en plus tristement. Bien des remèdes que j'avais employés ne m'ayant rien fait, je décidai d'écrire à la Compagnie Médicale Moro, puis je pris les Pilules Moro recommandées. Mes forces s'accrurent aussitôt, mon mal de reins diminua et au bout de trois mois d'un traitement régulier, j'étais guéri. — M. Alexandre Lemay, 23 Main, Northbridge, Mass.

HOMMES MALADES, voulez-vous des conseils? Ecrivez à la Compagnie Médicale Moro qui vous indiquera les moyens de refaire vos forces et de recouvrer la santé.

Les Pilules Moro sont en vente chez tous les marchands de remèdes. Elles sont aussi envoyées par la poste, au Canada et aux Etats-Unis, sur réception du prix, 50c une boîte, \$2.50 six boîtes.

Toutes les lettres doivent être adressées: COMPAGNIE MEDICALE MORO, 272 rue Saint-Denis, Montréal.

MORT DE MGR. BLAIS EVEQUE DE RIMOUSKI

Le distingué prélat est décédé, hier après-midi

(Dépêche spéciale)

Rimouski, 23.—Sa Grandeur Monseigneur André Albert Blais, évêque de Rimouski, vient de mourir à son évêché cet après-midi à deux heures. Les glas funèbres ont sonné à la cathédrale et chez les communautés religieuses. Le service aura lieu mardi à 9 heures, a.m. C'est une grande perte pour l'épiscopat canadien, car Mgr Blais était reconnu comme l'un de nos plus brillants et de nos plus illustres prélats canadiens, ses connaissances profondes des sciences religieuses faisaient autorité, et son zèle apostolique s'est toujours prodigué sans relâche, au cours de sa longue carrière.

Mgr Blais est né à St-Valier, comté de Bellechasse, le 26 août 1842, de Hubert Blais et de Marguerite Roy. Il fit ses études à Ste-Anne de la Pocatière, à Québec et à Lévis et fut ordonné prêtre à Québec, le 6 juin 1868. Vicaire à Sillery, (1868); professeur au collège de Lévis (1868-68); à Québec, professeur d'anglais au Séminaire et en même temps assistant-directeur du pensionnat de l'Université (1869-73); directeur du même pensionnat (1875-74); étudiant à Rome, en Italie (1874-77), d'où il revint docteur en droit canonique du lycée pontifical de l'Appoline (1877); professeur de droit canonique au Séminaire de Québec (1877-81); nouveau voyage en Europe (1881-82); aumônier des sœurs du Bon-Pasteur à Québec (1882-89); évêque de Germainopolis et coadjuteur de l'évêque de Rimouski, (1889-91); élu le 30 décembre 1889, sacré à Québec le 18 mai 1890; évêque de Rimouski, depuis 1891. Il avait succédé à Mgr Jean-Pierre-François Laforce-Langevin.

Le CANADA offre ses sympathies profondes au clergé du diocèse de Rimouski.

tenu toutes leurs informations relatives à la Bohème-Allemande, où les Tcheco-Slovaques essaient de diriger la page et projettent, a-t-il déclaré, d'empêcher les allemands de prendre part aux élections ce qui réduirait que 3,500,000 Allemands - suzerains seraient sans représentation parlementaire.

L'ATTENTAT ETAIT PREMEDIATE

(Dépêche de la Presse Associée)

Toronto, 24.—Le correspondant du "Telegram", à Belfast, câble ce qui suit:

"Les détails de l'assassinat des constables O'Donnell et O'Connell qui a eu lieu près de Tipperary, prouvent que l'attentat avait été délibérément projeté par les Sinn Feiners, afin d'obtenir des explosifs. Les constables étaient en charge d'explosifs des casernes militaires aux carrières mes.

Solvohedberg. A un endroit désert, environ deux douzaines d'hommes masqués ont arrêté la voiture et tué les deux constables. Les bandits se sont ensuite emparés des explosifs, de fusils et de munitions.

De là, l'ouverture du parlement Sinn Fein à Dublin s'est faite par deux meurtres délibérés.

Les Sinn Feiners causent beaucoup d'ennuis dans les prisons de Mountjoy et de Belfast, qui de nouveau viennent d'être endommagées. Gallagher, qui avait été accusé d'avoir en sa possession des projets militaires afin d'émanciper une révolution à Wicklow et Wexford, a été condamné à cinq ans de prison. Plusieurs autres Sinn Feiners ont aussi été condamnés pour sédition ou port d'armes.

LES GREVISTES DE BERLIN SONT BLAMES PAR TOUS LES PARTIS

Les journaux socialistes comme ceux de la bourgeoisie dénoncent la dernière grève déclarée par les ouvriers municipaux de Berlin. — La situation s'améliore beaucoup à Hambourg.

(Câble de la Presse Associée)

Berlin, 23. — L'épidémie des grèves qui fait rage à Berlin, et en particulier celle déclarée par les ouvriers municipaux dont la position leur a permis d'obtenir ce qu'ils demandaient, commence à inquiéter tous partis politiques, même les socialistes. En accord avec la presse de la bourgeoisie, le "Vorwärts", l'organe socialiste, critique la grève des employés municipaux qui a occasionné de lourds dommages en certaines parties de Berlin.

Les conseillers municipaux de Charlottenbourg, un district ouvrier de Berlin, ont lors de leur assemblée d'hier, critiqué l'attitude des ouvriers, les employés municipaux ont aussi été critiqués par tous les partis politiques.

Les employés des usines à gaz qui venaient d'obtenir la journée de travail de huit heures, menacent maintenant de déclarer une autre grève si on ne leur accorde pas une journée de six heures ainsi qu'une augmentation de salaire qui se chiffrait à environ 12,500,000 marcs annuellement.

Herr Richter le président de la police de Berlin qui est un socialiste, a déclaré aujourd'hui que la tendance des ouvriers était de convertir la révolution en un mouvement en faveur des salaires qui mettrait toute l'Allemagne en danger. Herr Katsenelen, un conseiller socialiste a dit que les dernières grèves indiquent que "nous avons progressé de l'exploitation du capitaliste à l'exploitation du prolétariat. Il a ajouté que les ouvriers faisaient preuve de beaucoup d'égoïsme et que la grande majorité ne seront jamais de vrais socialistes.

Le "Vossische Zeitung" considère la grève comme "le sabotage du socialisme, et demande au gouvernement de faire cesser cette terreur qui menace la municipalité, en mettant d'autres hommes à la place des ouvriers en grève. Cette attitude, ajoute le journal, ne pourrait dans les circonstances être considérée comme une mesure pour faire cesser la grève.

A HAMBURG

Hambourg, 24. — Les troupes du gouvernement apaisent rapidement la révolution spartacusienne à Hambourg. A la déclaration de la révolution les gares de chemin de fer, les édifices du gouvernement étaient occupés par les Spartacus, mais ils ont été chassés. Avant-hier les Spartacus ont tenté d'attaquer l'hôtel de ville, mais les troupes ont vivement répondu et les révolutionnaires ont dû se retirer.

Les révolutionnaires ont aussi été chassés de plusieurs postes de police qu'ils occupaient.

Le trafic ordinaire a été repris hier, et les troupes continuent de nettoyer les nids spartacus répandus dans diverses parties de la ville. Des renforts du gouvernement sont en route pour Hambourg et la paix sera complètement rétablie sous peu.

LA GREVE DES MINEURS

Amsterdam, 24. — La grève des mineurs de charbon a tellement affecté la ville de Berlin que toutes les maisons privées ne pourront plus se servir du gaz à partir de 8,30 du matin. L'éclairage dans les rues de la Capitale sera diminuée de vingt pour cent et les restaurants ont reçu ordre de fermer à dix heures du soir. Les théâtres et les salles de concerts ne devront aussi dépenser que cinquante pour cent de leur consommation de décembre dernier, ce qui forcera certains propriétaires à fermer leurs portes deux ou trois fois par semaine.

Le "Vorwärts" dit que le manque de charbon est tellement grand que les compagnies d'énergie électrique seront probablement forcées de cesser leurs opérations.

LES DEMOCRATES ONT OBTENU DIX MILLIONS DE VOTES

(Câble de la Presse Associée)

Berlin, 24. — Suivant le "Freitags", les démocrates allemands ont obtenu dix millions de votes lors des élections de l'assemblée nationale, dimanche dernier. Aux dernières élections du "Reichstag", ils n'avaient obtenu que 4,250,000 votes.

Vingt nouveaux mandats leur donneraient une majorité dominante à l'assemblée nationale.

On dit que les socialistes majoritaires ont obtenu huit millions de votes, tandis que les socialistes indépendants n'en ont obtenu que deux millions.

La force du vote total des radicaux, dit le journal, n'est pas indiquée par le nombre de mandats qu'ils ont obtenus, car les deux ailes du parti ont souffert par des tactiques d'élection des conservateurs, des cléricaux et des libéraux.

LE SENAT PROTESTE CONTRE L'ATTITUDE DE LA CONFERENCE

LES SENATEURS AMERICAINS, DEMOCRATES ET REPUBLICAINS, DEMANDENT QUE LES PROCEDURES DE LA CONFERENCE DE LA PAIX SOIENT FAITES OUVERTEMENT.

(Dépêche de la Presse Associée)

Washington, 17. — Cet après-midi, les membres des deux partis politiques du Sénat ont protesté contre l'attitude de la conférence de la paix, après que le sénateur Borah de l'Idaho, un républicain, eut prononcé un discours, déclarant que le président Wilson et les délégués américains devaient savoir que la majorité du peuple croyait que les procédures à Versailles devaient se faire ouvertement.

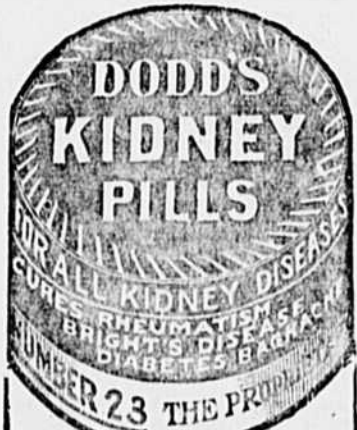
Le sénateur Johnson de la Californie, républicain, et les sénateurs Williams du Mississippi, et Lewis de l'Illinois, tous deux démocrates, ont demandé que les procédures de la conférence soient faites ouvertement, tel que le demande le premier des principes de paix exprimé par le président Wilson.

Le sénateur Lewis a déclaré que cette violation des principes exprimés par le président Wilson, pourrait faire recommencer la guerre et faire naître des soupçons parmi les petites nations. Le sénateur Williams croit qu'en vue des précédents créés depuis plus de mille ans, et le caractère des populations de l'Europe, l'attitude des délégués européens envers le secret, devrait être considérée avec charité, mais que tout ce qui est décidé par la conférence de la paix devrait être communiqué au monde "pas par pas".

PETROGRAD A LA MERCI DES BANDITS

Helsingfors, Finlande, 24. — Suivant le "Rusky listok", la ville de Petrograd sera à la merci des bandes de voleurs composées de criminels évadés, qui divisent la ville en districts afin de la piller plus facilement. Le journal public aussi le rapport annonçant que les Bolchevistes se préparent en hâte à évacuer Petrograd, et qu'ils s'en iront soit à Moscou ou à Nizhni-Novorod. La majorité des personnes qui sont internés à Petrograd seront exécutées, dit-on, et leurs femmes en enfants seront abandonnées à leur sort.

Toutes les valeurs dans les maisons privées et dans les banques seront démantées de la ville.



Les Pilules de Dodd guérissent toutes les maladies de reins, aussi rhumatisme, maladie de Bright, diabète et mal de dos. Le cliché ci-haut est un modèle de la boîte.

LA SASKATCHEWAN ENTIERE DEMANDE LA RECIPROCITE

(Dépêche de la Presse Associée)

Régina, 24. — Des demandes seront faites au gouvernement fédéral par les libéraux de la Saskatchewan afin de faire diminuer d'une manière substantielle les tarifs préférentiels et douaniers, y compris l'acceptation du pacte de la réciprocité avec les Etats-Unis. C'est la première fois que le gouvernement de la Saskatchewan se prononce ainsi.

L'opposition a non seulement appuyé la mesure, mais M. Harris Turner, M.P.P., parlant au nom des représentants des soldats à la Chambre, a annoncé l'appui de ceux-ci pour la mesure énoncée plus haut.

Voici les demandes comprises dans la résolution : Une réduction immédiate et substantielle des tarifs de douane; une réduction des droits de douane sur les marchandises importées d'Angleterre dans la proportion de la moitié des taux exigés d'après le tarif général; la réduction uniforme et graduelle sur les importations anglaises de façon à obtenir le commerce libre entre la Grande-Bretagne et le Canada en moins de cinq ans; l'acceptation par le parlement du Cnd du pte de la réciprocité de 1911 qui est toujours sur les statuts des Etats-Unis; l'entrée en franchise de tous les aliments non compris dans le pacte de la réciprocité; l'entrée en franchise de tous les instruments aratoires, machineries de ferme, véhicules, fertilisateurs, bois de sciage, combustible et des huiles à lubrification et toutes les matières premières et machines employées à leur fabrication; extension immédiate à l'Angleterre de toutes les concessions tarifaires accordées aux autres pays; obligations de toutes les corporations engagées dans la fabrication de tous les produits protégés par le tarif des douanes; de publier annuellement des rapports compréhensibles et exacts de leurs recettes; l'enquête publique devant un comité spécial du parlement sur toutes réclamations pour un tarif de protection faite par n'importe quelle industrie.

L'EX-REINE AMELIE EST A MADRID

(Câble de la Presse Associée)

Madrid, 24. — L'ex-reine Marie Amélie du Portugal, la mère du roi Manuel, est arrivée à Madrid. Elle a voyagé en Espagne incognito.

Londres, 24. — Les dernières dépêches de Lisbonne annoncent que la révolution fait continuellement des progrès. La cause monarchiste compte de nouveaux partisans à Lisbonne et se répand vers le nord.

La monarchie ayant été proclamée à Louze, Santiago, Villa Cacondé et Barcello, on craint qu'il soit maintenant possible d'éviter la guerre civile.

EN AMOUR AVEC LES ALLEMANDES

(Dépêche de la Presse Associée)

Toronto, 24. — Six des soldats canadiens qui ont franchi le Rhin avec l'armée d'occupation se sont déjà mariés avec des Allemandes.

UN ESPION RUSSE EST ARRETE

(Câble de la Presse Associée)

Copenhague, 24. — Des dépêches reçues à Copenhague par l'entremise de la Finlande, annonçant que le port-drapeau Krynleke, l'ex-commandant de l'armée russe-bolcheviste, a été arrêté. Krynleke a été arrêté au moment où il voulait entrer dans l'armée anti-bolcheviste du général Krasnoff, afin d'y faire de l'espionnage.

Atteint de l'Asthme. — La première et terrible sensation est celle de la suffocation, sensation qui devient d'heure en heure plus accablante et sans espoir. Dans semblable cas, le soulagement que donne le remède du Dr J. D. Kellogg pour l'Asthme semble rien moins que miraculeux et la terrible attaque est bientôt sous contrôle. L'asthme, qui a constamment l'efficacité de cet excellent remède, ne saurait jamais s'en passer. A vendre partout. 44-1-g

LA DEMOBILISATION AMERICAINE

(Dépêche de la Presse Associée)

Boston, 24. — Tous les soldats qui ne sont pas certains de trouver de l'emploi ne seront pas forcés d'accepter leur certificat de licenciement et ils pourront demeurer au service de l'armée tant qu'ils ne seront pas certains d'obtenir du travail. Cette nouvelle a été reçue aujourd'hui du département de la guerre par le major-général C. R. Edwards. La communication du département de la guerre reçue par le major-général Edwards dit que tout soldat devra faire son application par écrit s'il désire continuer de demeurer au service de l'armée, afin qu'il puisse être licencié à sa propre demande quand il sera certain de se trouver du travail.

LE SENAT VOTE LES CENT MILLIONS

(Dépêche de la Presse Associée)

Washington, 24. — Le Sénat des Etats-Unis a voté cet après-midi le bill autorisant l'envoi de \$100,000,000, qui seront employées pour fournir de la nourriture aux nations de l'Europe. Le vote a été de 52 contre 18.

LA PROPOSITION DU PRESIDENT

(Câble de la Presse Associée)

Paris, 24 (via l'agence Havas). — Le parti révolutionnaire social de la Russie approuve sans réserve la proposition du président Wilson, adoptée par le conseil suprême de la conférence de la paix, convoquant une assemblée entre divers gouvernements de la Russie et les représentants alliés. Cette déclaration a été faite par l'un des délégués du parti qui est actuellement à Paris.

Un document à cet effet, signé par le délégué en question, est aujourd'hui publié dans le journal socialiste "L'Humanité".

LES INDESI- RABLES SERONT RAPATRIES

(Dépêche de la Presse Associée)

Ottawa, 24. — Le gouvernement fédéral a décidé que tous les prisonniers ennemis internés, qui sont considérés comme dangereux et indésirables, seront rapatriés aussitôt que possible. Le ministre de la Justice a été autorisé, suivant l'acte des mesures de guerre, d'expulser, transporter ou déporter du Canada tous les étrangers indésirables. Le "Colonial Office" vient d'informer le gouvernement fédéral qu'il est actuellement possible de rapatrier une certaine d'ennemis.

LES STATUTS DE LA CATALOGNE

(Câble de la Presse Associée)

Barcelone, Espagne, 24. — On a annoncé, hier, les détails des lois de l'Etat autonome de la Catalogne, comprenant les provinces espagnoles de Barcelone, Terragone, Lerido et Gironne. Le nouveau gouvernement de la Catalogne sera composé d'un parlement de deux chambres, d'un exécutif et d'un gouverneur-général. La Catalogne ne reconnaîtra plus l'autorité suprême de Madrid dans l'administration des affaires qui affectent la Catalogne seulement. Le nouveau gouvernement se propose d'assumer le contrôle des mines, des voies d'eau, des taxes et de l'éducation.

LA CONFERENCE DE BERNE

(Câble de la Presse Associée)

Berne, 20. — Plusieurs déclarations sont arrivées pour assister à la conférence internationale du travail qui doit avoir lieu ici le 27 janvier. M. Camille Huysmans, le secrétaire de la ligue internationale socialiste, est au nombre des visiteurs, et les délégués anglais sont attendus samedi. Ces derniers, consulteront les socialistes français en passant par Paris et ils escomptent d'induire le parti socialiste belge à envoyer une délégation à la conférence.

Les partis socialistes allemand-autrichien et bohémien ont nommé trois représentants chacun qui composeront leurs délégations.

L'ARMEE CANADIENNE D'OCCUPATION

(Dépêche de la Presse Associée)

Ottawa, 20. — Le département de la Milice n'a pas été notifié que toutes les troupes canadiennes d'occupation en Allemagne seraient rappelées. Des déclarations à cet effet avaient été attribuées au major-général Dods, G. M. G., D. S. A., dans une entrevue qu'il avait accordée à certains journalistes de Montréal. On déclarait que le major-général Dods avait dit que la troisième armée devait s'embarquer d'Angleterre vers le 10 février, et qu'elle serait suivie de près par les autres divisions canadiennes. Aux quartiers-généraux de la milice les dates mentionnées sont considérées comme inexécutoires. Malgré qu'aucune dépêche à cet effet n'ait été reçue, il est probable que la troisième division commencera à revenir avant le mois de mars.

Une huile sans alcool. — Certaines huiles et de nombreux remèdes ont l'alcool comme ingrédient dominant. Un judicieux mélange de six huiles essentielles compose la fameuse Huile Electrique du Dr Thomas et elle ne renferme pas d'alcool de sorte que ses effets sont durables. Il n'y a pas d'huile médicamenteuse qui puisse égaler cette huile dans son action préventive et curative. 44-1-g

LES ESTHO- NIENS REPREN- DENT DORPAT

(Câble de la Presse Associée)

Stockholm, 20. — via l'agence Havas. — Les Esthoniens ont repris Dorpat des Bolchevistes. Dorpat est située à vingt-cinq milles à l'ouest du lac Peipus. Ils ont capturé trois canons, une locomotive et plus de mille chars.

LE ROI ALBERT VISITE DUISBURG

(Câble de la Presse Associée)

Paris, 20. — Vendredi dernier, le roi Albert, qui visitait l'armée belge d'occupation, a inspecté les quartiers de ses troupes à Gladbach, située à douze milles au nord-ouest de Cologne. Ensuite il a été amené en aéroplane à Duisburg, sur la rive gauche du Rhin, à quinze milles au nord de Düsseldorf.

Non, femmes faibles, souffrantes et découragées, vous n'avez pas tout fait pour vous guérir si vous n'avez pas employé les Pilules Rouges de la Compagnie Chimique Franco-Américaine.

Essayez, votre salut est là.



Mlle M. L. BLIER

Je perdais des forces depuis quelque temps et ne m'en souciais guère. Ensuite sont survenus des maux de tête, des étourdissements, des palpitations de cœur et un affaiblissement général. Les Pilules Rouges ont fait disparaître tout cela, ont ramené mes forces et ont rétabli ma santé. J'aime encore à les employer de temps en temps pour me conserver vigoureuse et toujours à l'aise. — Mlle M. L. Blier, 262, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, P.Q.

Je souffrais d'un continu mal de dos depuis trois ans; j'étais devenue très nerveuse et très faible. Les médecins que j'avais consultés semblaient craindre pour mes poisons. Comme je lisais souvent dans les journaux les témoignages en faveur des Pilules Rouges, j'eus le désir d'essayer ce remède. Les premières boîtes eurent de bons effets, je me trouvais déjà mieux, puis en peu de temps, mes forces se sont augmentées autant que je pouvais le souhaiter et je me suis bien portée. — Mme Alphonse D'Aragnon, 230, rue Chambrard, Montréal.

J'avais subi une grave opération et je ne me portais pas beaucoup mieux. J'avais une douleur entre les

épaules qui ne disparaissait pas. J'étais très faible, j'avais peine à me tenir debout et me sentais les membres lourds, comme engourdis. Un médecin me soignait et ses remèdes restaient sans effet. Les journaux m'avaient appris la guérison de tant de femmes, par les Pilules Rouges que je décidai d'employer moi aussi ce remède. Je fus presque aussitôt soulagée et, au bout de quelques semaines, je me portais très bien. — Mme Albert Gemme, 154, rue Meadow, Chicopee, Mass.

A présent je suis bien, je mange ce que je veux, je travaille comme quand j'étais jeune et c'est aux Pilules Rouges que je le dois. Arrivée à l'époque du retour de l'âge, j'avais eu à souffrir de troubles d'estomac, de vessie, de respiration difficile, d'étourdissements, de faiblesse dans les jambes, de démangeaisons pénibles, enfin d'une foule de maladies que je ne saurais décrire. Je m'attendais bien à quelques traces à mon âge, mais mon médecin n'ayant représenté l'âge du retour comme non critique, je m'inquiétais de souffrir si longtemps malgré les remèdes prescrits. J'ai alors écrit au médecin de la Compagnie Chimique Franco-Américaine et les Pilules Rouges, aidées des conseils qui me furent donnés par ce médecin, m'ont en peu de temps complètement remise. — Mme Antoine Dupont, St-Denis, Cal. Rimouski, P.Q.

J'avais été quatre mois au lit à cause d'une pneumonie qui avait pris presque toutes mes forces. Pour me rétablir, mon médecin ordonna à mes parents de m'envoyer au Canada, disant que l'air du pays natal aurait pour moi le plus heureux effet. Durant trois mois que j'y passai, j'ai complètement remis. Je me sentais vigoureuse et je me suis mariée. J'ai gagné un embonpoint jusqu'à l'inconnu. Depuis, j'ai une grande confiance dans les Pilules Rouges. J'en ai fait prendre à ma jeune fille de douze ans qui souffrait de points de côté et de faiblesse et elle se porte beaucoup mieux. — Mme Jos. Reid, 460, rue Grafton, Worcester, Mass.

CONSULTATIONS GRATUITES au No 274 rue St-Denis, tous les jours, exceptés les dimanches, de 9 heures du matin à 8 heures du soir. Les femmes malades qui ne peuvent venir voir notre médecin, sont invitées à lui écrire.

Les Pilules Rouges sont en vente chez tous les marchands de remèdes. Elles sont toujours vendues en boîtes, jamais au cent. Si vous ne pouvez vous les procurer dans votre localité, écrivez-nous, nous vous les enverrons sur réception du prix, 50c une boîte, \$2.50 six boîtes.

Toutes les lettres doivent être adressées à : COMPAGNIE CHIMIQUE FRANCO-AMERICAINE limitée, 274, rue Saint-Denis, Montréal.

LE TRAITE DE PAIX Les "clauses ouvrières"

Voilà une formule autour de laquelle on mène, depuis quelque temps assez grand bruit. Ce n'est pas toujours le moyen de se bien entendre. De fait, la discussion est parfois obscure, toujours complexe entre les exigences des mesures des uns, et les résistances obstinées des autres.

En tous cas, la question est posée devant l'opinion. Récemment, la section française de "l'Association pour la protection légale des travailleurs" se réunissait, sous la présidence de M. Millerand, pour étudier les propositions de M. Justin Godart, député de Lyon; et celles-ci viennent d'être adoptées, par la commission du travail de la Chambre des députés. Nous avons donc en mains les pièces du procès; essayons, nous aussi, d'y voir clair.

Certains émettent, à ce sujet, des prétentions vraiment audacieuses. Ils voudraient instaurer, au sein même de la Conférence de la paix, des débats internationaux sur les conditions du travail; et, comme ils se rendent compte que les plénipotentiaires des belligérants ne jouiront peut-être ni des loisirs, ni des lumières qu'il faudrait pour mener à terme une pareille entreprise, ils ne font que se répéter, à l'envi, se formuleront les clauses du traité de paix, des "délégues de la classe ouvrière", et aussi, concède-t-on, "du patronat".

Etrange conception de ce que peut être la Conférence de la paix, et surtout de ce qu'y seront les parties en présence!... A ce colloque formidable que vont engager entre eux des peuples qui sortent, tout frémissants, de la bataille, à quel titre, en vérité, une classe sociale quelconque revendiquerait-elle le droit de prendre part? Si elle l'obtient, pourra-t-on la refuser à telle province, à telle ville, à telle corporation? Et, pour ne parler que de notre pays, — dans cet éparpillement des représentants, quelle force aura la France, qui, l'element, est le plus nombreux? "Une et indivisible"? En réclamant des représentants distincts de ceux de la nation, la classe ouvrière ne semblerait-elle pas s'exclure elle-même de la patrie?

Et puis, voulons-nous, oui ou non, que la conférence de la paix aboutisse, dans un délai relativement bref, à un traité ferme et net? Ne l'institutions pas, alors, législatives et promptement, les "réparations" et les "garanties" que nous attendons. Les législations — que ce soit celle du travail ou celle de la "Société des Nations" — viendront plus tard.

Il faudra néanmoins qu'elles viennent. Et — pour nous borner ici à la protection légale des travailleurs — nous ne soulevons nullement aux oppositions qui, dans certains milieux, se manifestent contre elle, avec une violence plus ou moins déguisée.

"Ne voyez-vous pas, s'écrient-ils, la tâche énorme qui s'impose à notre industrie? Jamais nous n'avons eu besoin de tant produire, et jamais la main-d'œuvre n'a été si rare! Est-ce le moment d'entraver le travail par vos limitations et vos réglementations insupportables?"

N'en déplaise à ces partisans acharnés du libéralisme économique, il nous semble, au contraire, que jamais la réglementation légale ne fut plus opportune que dans la période qui va s'ouvrir, et précisément en raison de la production intense à laquelle l'industrie française doit pourvoir.

Quelle politique de court-vue, en effet, que celle qui, pour augmenter de quelques millions, pendant quelques années, le chiffre de la richesse immédiatement acquise, imposerait à notre population ouvrière un surmenage dont le résultat le plus sûr serait l'appauvrissement et l'étiollement progressif de la race française!

Non! non! Si nous voulons produire intensément, perfectionner autant que possible notre organisation industrielle, mais commençons par ménager les forces de nos producteurs. Protégeons-les dans leur source

d'abord, c'est-à-dire chez la femme. Trop souvent, hélas! l'usine et l'atelier, pourvus de bras, vont solliciter concours, au grand détriment du foyer et de la famille. Quelquefois, au moins, à l'atelier et à l'usine, comme au magasin et, dans une certaine mesure, jusqu'au domicile où elle travaille, une législation tutélaire qui fasse respecter en elle la mentalité, fonction providentielle et devoir sacré!

Potégeons les encore, ces forces productrices, dans leur avenir, — chez les adolescents. Protégeons les même dans le présent, chez les adultes. Qui donc serait encore dupe de cet aphorisme d'une sagesse vulgaire trop favorable aux coupables: indifférence: "Ils sont assez grands pour se défendre eux-mêmes!" L'expérience ne nous apprend-elle pas que ni l'ouvrier ni l'employé ne discutent d'ordinaire leurs conditions de travail, mais qu'ils les subissent, et que seule l'intervention, prudente et souple, mais ferme de la loi s'appuyant sur les organismes professionnels peut sauvegarder leur santé et leur foyer, et leur assurer le répit nécessaire à la vie familiale, sociale et religieuse?

Or, contre ces mesures de protection légale, l'objection la plus fréquente et non la moins grave, a été tirée de la "concurrence étrangère". On leur reprochait d'entraver l'industrie française et de la mettre en état d'infériorité vis-à-vis de celle des autres pays.

Allons-nous donc laisser passer, sans la saisir, l'occasion unique qui se présente à nous de faire tomber définitivement cette objection en essayant d'établir une entente durable entre ces rivaux?

Voici précisément qu'on sort d'une tourmente sans précédente dans l'histoire des grandes nations industrielles du monde vont se trouver réunies pour poser les questions de présent et d'avenir. Il ne peut être question pour elle, nous le répétons, de transformer leurs pourparlers de paix en un parlement législatif. Vont-elles, cependant, paraître ignorer l'existence de ce problème à la fois industriel et social, ou se désintéresser de sa solution? Cette ignorance ou cette indifférence serait pareillement déplorable. Avec M. Justin Godart, avec la commission de la Chambre, nous pensons que, sans entraver dans des discussions pour lesquelles le temps et peut-être la compétence lui feraient défaut, la conférence de la Paix a cependant un mot à dire, un geste à faire, pour assurer aux travailleurs de tous les pays l'allègement de leur labeur.

C'est ce mot, ce sera une affirmation de principe. Les états contractants tiendront, nous l'espérons, à proclamer la nécessité d'une législation internationale du travail et à affirmer leur volonté mutuelle de l'établir et de s'y soumettre.

Mais on ne connaît que trop la stérilité des affirmations de principe que ne suivent pas des réalisations immédiates.

EN FRANCE

La Reconstruction des Régions Libérées.

(Pour le "Canada"). Le problème de la reconstruction des régions libérées occupe à l'ordre du jour. Maintenant que les Allemands ont été chassés du territoire, on envisage le moyen de réparer les dégâts incalculables et les déprédations sans nombre qu'ils ont commises. On veut s'efforcer de rendre aux pays martyrs de la barbarie boche, leur vie active de jadis et de travailler à leur relèvement le plus rapidement possible.

Pour résoudre cette question, diverses solutions ont été proposées. La première est le vote par le Parlement de la loi sur les dommages de guerre. On sait que la Chambre et le Sénat sont divisés sur ce point par la question du remploi qui consisterait à n'accorder d'indemnité qu'à ceux qui s'engageraient à rebâtir leur usine, maison ou ferme, là où elle existait, et comme elle existait avant la guerre. C'est évidemment une manière très judicieuse d'assurer la reprise de la vie dans les contrées dévastées, mais on ne peut, en toute cons-

PROVINCE DE QUEBEC, DISTRICT DE MONTREAL — COIR SUPERIEUR — No 1227. — Dame Delvina Ross, des Cites et District de Montréal, épouse connue en biens de Joseph Henri Ouellette, autrui du même endroit, et maintenant de lieux inconnus, dément autorisée à l'acte en justice, demanderesse, vs ledit Joseph Henri Ouellette, autrui des Cites et du District de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, mouleux.

Une action en séparation de biens a été initiée en cette cause le trente décembre 1918.

ARMAND MCHETRE, Procureur de la demande, 41-5 heb.

DAMES DEMANDEES. — Pour couture facile et légère chez elles. Travail de loisir ou permanent. Bons salaires. Travail, envoi à l'usine, le dimanche, l'après-midi, frais payés. Timbres pour détails National Manufacturing Co., Montréal. 41-6 heb.

ciencie obliger l'industriel, le cultivateur, le propriétaire à édifier, produire, recevoir, là où il exercerait sans se rendre compte au préalable s'il n'aurait retiré du sol ou de la fabrication les ressources nécessaires à ses besoins. Comme souvent la dévastation est telle qu'il ne pourra tirer parti de rien avant plusieurs années, il en découle que la question du remploi demeure purement arbitraire.

Des transactions sont à l'étude dans le Parlement. Espérons qu'elles mettront tout le monde d'accord. Il ne restera plus qu'à nommer les commissions chargées d'évaluer sur place les chiffres des dégâts.

Une autre considération consiste dans l'envoi immédiat d'ouvriers du bâtiment et de matériaux de tout genre. J'ai eu l'occasion de visiter la Champagne, et plus particulièrement la ville de Reims, qui en raison de son importance commerciale, de son étendue et de sa population, a souffert plus que n'importe quelle autre. J'ai constaté que, depuis sa libération les choses sont à peu près demeurées dans le "statu quo". Sous les intempéries de l'hiver, les maisons qui dans le ciel gris dressent leurs pauvres silhouettes, trop souvent veuves de leurs toits, les pans de murs qui ca et là subsistent encore, s'écroulent avec fracas, et dans le silence d'une nuit brumeuse, on croirait entendre, comme au temps du siège, quelque sinistre explosion provoquée par la chute des obus.

Ces remèdes s'étendent aussi bien aux départements de l'Oise, l'Aisne, le Nord, les Ardennes. Au lieu d'occuper les services de la police à éplucher l'octroi de laissez-passer qui, depuis la signature de l'armistice, ne semblent plus avoir leur raison d'être, on ferait beaucoup mieux de faire revenir en masse architectes, entrepreneurs, couvreurs, charpentiers, maçons, menuisiers, peintres, serruriers, dont on n'autorise la réintégration que dans des proportions trop restreintes.

Quant les maisons restaurées ou rebâties en nombre suffisant permettront d'assurer le retour des émigrés, il appartiendra aux villes de l'arrière, qui ont vécu loin des horreurs de la guerre, de voir dans quelle mesure elles pourront secourir les pays éprouvés. C'est ce qu'on entend par la dénomination de villes marraines. Il y a toutefois lieu de bien préciser le rôle attribué à ces dernières. Le mariage consiste non pas tant dans une aide financière, qui sans doute sera la bienvenue au moins pendant les premiers jours de l'entrée au foyer, que dans un concours moral et administratif puisé dans l'expérience des affaires et dans les aptitudes d'organisation.

Il ne s'agit nullement pour la ville marraine de reprendre comme on le croit à tort, la reconstruction partielle ou totale de sa fillette — autrement la loi sur les dommages de guerre n'a aucune raison d'être, mais d'aider moralement et dans la mesure du possible matériellement, une commune malheureuse.

P. CHAUMET

Le Canada

Montréal, jeudi, 30 janvier, 1919.

La Politique de Tolérance

La minorité anglaise de notre province a souvent rendu hommage à la tolérance des Canadiens-français dans Québec et à la façon parfaite dont elle est traitée par eux.

Lors de la dernière élection dans la division Saint-Laurent, M. Miles, le nouveau député, qui est en même temps l'un des hommes les plus représentatifs de la race anglaise dans notre province, nous rendait cette justice avec une conviction très éloquente.

A une heure où les questions de race sont parmi les plus inquiétantes de notre horizon politique et où les relations entre les deux éléments canadiens du Dominion sont fort tendues, il est consolant de pouvoir se reporter sur Québec et de constater qu'ici, du moins, nous avons définitivement résolu le problème.

C'est une situation qui fait honneur aux gouvernements libéraux qui se sont succédé à Québec et spécialement à Sir Lomer Gouin et à ses collègues qui depuis près de quinze ans dirigent nos affaires avec une tolérance et un esprit de justice exemplaires.

Que l'exemple de Québec, avons-nous dit souvent, soit suivi ailleurs, nous ne demanderons rien de plus.

Et il nous fait plaisir, à ce sujet, de souligner à nouveau les déclarations de l'hon. M. Veniot, ministre dans le cabinet du Nouveau-Brunswick, qui affirme que dans cette province, également, la minorité acadienne n'a maintenant plus à se plaindre du traitement qu'on lui fait.

M. Veniot fait partie lui-même de cette minorité acadienne et il en est probablement le représentant le plus autorisé.

Les Acadiens comptent aujourd'hui dix députés et deux ministres dans la Chambre du Nouveau-Brunswick; et leur influence dans le gouvernement de la province est devenue proportionnelle à leur importance numérique.

Les relations entre les deux races, ajoute M. Veniot, sont devenues beaucoup plus cordiales et la minorité n'a aucun grief à exprimer.

Inutile d'ajouter que cette situation est éminemment propre à faciliter le gouvernement de la province et à assurer en même temps que son harmonie, sa prospérité.

Si le Nouveau-Brunswick vient s'ajouter à l'exemple que nous sommes, dans Québec, de tolérance et de conciliation, nous nous en réjouissons.

Et ce sera une preuve de plus qu'en mettant en pratique les principes de modération et de justice réciproque, on peut en arriver à une entente permanente entre les deux races, si nécessaire à l'avenir de notre pays.

Le parti libéral

C'est à la suite du chef libéral à Ottawa l'autre jour, un appel à l'entente que l'hon. M. Graham a adressé à Toronto aux libéraux ontariens.

L'ex-ministre libéral a rappelé en termes probants que le gouvernement d'union avait été fondé par M. Borden parce qu'il ne pouvait éviter la défaite avec ses seules ressources conservatrices, et que sous le beau patriotisme qu'affichait le groupe d'alors se cachait tout simplement une combinaison politique.

Mais, quoiqu'il en soit, tout cela est déjà du passé; et c'est vers l'avenir que doivent se tourner tous les yeux.

Il y avait nombre de libéraux qui étaient très sincèrement pour la conscription, comme il y en avait qui la combattaient avec une égale sincérité.

Si le parti n'est pas une simple association d'hommes et si les idées y trouvent une large place, il était naturel qu'une divergence sur une question aussi essentielle puisse amener une division temporaire dans nos lignes de combat.

Mais, au lendemain même de la mesure, la soumission parfaite de ses adversaires l'avait déjà reléguée dans le passé; et la guerre finie, elle devient purement un document pour les historiens.

Ce sont les questions du jour,—reconstruction, réorganisation,—qui doivent nous préoccuper.

Les populations de l'ouest et les cultivateurs d'Ontario s'agitent et demandent une révision du tarif qui soit radicale.

A l'unionisme devenu une citadelle de protectionnisme et de tarif élevé va s'opposer le parti de la réforme tarifaire et de la liberté commerciale.

Et c'est autour de ce programme essentiellement libéral que l'on invite tous les vrais libéraux à se grouper aujourd'hui.

La surproduction agricole

L'hon. M. Caron, dans le rapport qu'il vient de déposer à la législature, constate la part importante qu'ont prise nos agriculteurs dans la récente victoire, par les effets de la surproduction agricole qui a permis d'alimenter les Alliés et de fournir aux combattants les vivres nécessaires.

Ce fut, au Canada, l'une des oeuvres de guerre les plus remarquables que cette organisation de la production agricole; et pour notre part, nous la voulions intense, sans qu'aucune mesure extérieure vienne la gêner.

L'hon. M. Caron, dans la province de Québec, s'y était engagé avec une ardeur magnifique et il est maintenant apte à en montrer les résultats.

Elle a, nous apprend le gouvernement, donné des effets inespérés; et nous sommes maintenant en excellente position pour ravitailler l'Angleterre et les pays européens.

Le rapport de l'hon. M. Caron vient d'établir ces renseignements en les appuyant sur des chiffres qui établissent de façon irrécusable, que les efforts des cultivateurs de Québec pendant la guerre ont été couronnés du plus grand succès.

En même temps, l'hon. M. Tessier déposait le rapport de son département démontrant que la longueur des chemins provinciaux ou autres, macadamisés dans le sens général du mot, sont maintenant dans Québec de 2,564 milles. Tout cela est le travail des récentes années.

L'oeuvre des bonnes routes est intimement liée à celle du développement agricole dans notre province; et le gouvernement sait mener de pair l'une et l'autre, pour le plus grand bien économique de tous.

D'autres départements ont soumis à la Chambre un aperçu de leur travail; nous y reviendrons.

Mais il nous faut également signaler celui du département de la colonisation qui forme avec les deux précédents une trilogie.

En même temps qu'il active le travail agricole et qu'il fournit à ses produits l'écoulement facile par les bonnes routes, il ouvre aux agriculteurs de demain de nouvelles régions.

De tous ces domaines de colonisation, l'Abitibi est le plus important.

"L'Abitibi, nous apprend le rapport de l'hon. M. Mercier, compte maintenant 1,137 familles et 8,788 âmes. L'augmentation, pour les derniers douze mois, a été de 502 familles et de 4,720 âmes. On y a dépensé une somme de \$312,068 pour les travaux de colonisation au cours de la dernière année et 693 milles de chemins ont été construits."

Une semblable activité se manifeste dans toutes les régions de colonisations; et la loi du gouvernement, offrant des terres aux soldats, va continuer en l'accentuant cette gradation.

C'est ainsi que par tous les moyens s'active le mouvement de surproduction agricole.

Une Vérité

L'hon. M. Graham a fait remarquer qu'un des effets de la guerre a été de sauver le gouvernement Borden qui était autrement voué à une défaite politique certaine. Et c'est sous le couvert de la guerre et dans les plus d'un patriotisme affecté que M. Borden s'est abrité.

Question de Minorités

Il y a un exemple tout trouvé du traitement qu'il faut faire aux minorités dans les différentes provinces du Canada.

Qu'on regarde comment Québec traite sa minorité protestante anglaise, qui est pleinement satisfaite; et on n'a qu'à faire aux minorités canadiennes-françaises d'Ontario ou de l'ouest semblable situation.

A la tête

Le "Canadian Official Record" note que de toutes les provinces c'est la nôtre qui est à la tête pour la production du beurre.

Voilà un autre tribut que rendent les événements à notre département de l'Agriculture.

Le Chef Libéral

Nous lisons dans la "Patrie" :

"Les organes toriens qui ne cessent de soulever les préjugés de race et de religion n'ont évidemment pas réussi à ternir la blancheur du panache du Vieux Chef. Sir Wilfrid domine de toute sa hauteur les hordes de fanatiques qui infestent chaque province de la Confédération!"

Voilà un sentiment qui renait très fort, chez les adversaires mêmes de la dernière élection.

Le Bilan de Québec

C'est un bilan de progrès et de prospérité que le gouvernement Gouin aura à exposer aux représentants du peuple, au cours de la session de la législature.

Et il sera accueilli, par eux et par le peuple tout entier, avec une parfaite satisfaction.

Impérieux

Nous répétons avec instance qu'il faut tout faire pour assurer au retour de nos soldats d'outremer, la pleine harmonie avec la population civile et leur assimilation aussi prompt que possible.

Si nos soldats n'ont pas à bord des navires qui les ramènent les traitements auxquels ils ont droit, le gouvernement fédéral doit voir à faire cesser immédiatement cette première cause de mécontentement.

Les Divers Eléments

Au lendemain de la guerre, les meilleurs esprits dans les différentes provinces tendent de nouveau vers la conciliation et la bonne entente.

Il ne faut pas prêter l'oreille aux discours ou aux écrits des extrémistes; nous sommes réciproquement intéressés à ce que règne la modération.

La Construction Navale

De plus en plus se dessine en notre pays une perspective d'activité intense dans la construction navale.

C'est ce que prévoyait en 1911 la politique de sir Wilfrid Laurier, qui combattait alors les torys avec le même "patriotisme" que celui qui nous a valu l'an dernier un gouvernement unioniste.

Les Jeunes Libéraux

Nous applaudissons vivement aux efforts des jeunes libéraux qui par leurs associations et les initiatives qu'ils y prennent font une oeuvre sérieuse et maintiennent dans les rangs de la jeune génération les saines traditions libérales.

Il y a beaucoup de beaux et généreux talents chez les jeunes et ils trouvent dans ces réunions un libre essor à leur expansion.

Ce qu'il n'a pas fait

La presse reproche sévèrement au gouvernement unioniste de ne pas s'être préoccupé plus sérieusement de mettre des terres à la disposition des soldats de retour.

L'un des organes d'Ontario va jusqu'à dire que cette négligence est aussi déplorable que si le gouvernement n'avait su procurer aux soldats des navires pour les ramener.

Démobilisation et Amnistie

Tous les jours montent de la rue Saint-Jacques à nos bureaux le bruit des fanfares militaires et du pas cadencé des soldats qui défilent l'arme à l'épaule pour quelque parade ou exercice; de même lisons-nous périodiquement dans la presse officielle que les autorités militaires recourent jusqu'à la délation pour découvrir ceux qui ne se sont pas soumis à la loi militaire.

Mais pourquoi persisterait-on à garder sous les armes des milliers de jeunes gens astreints à l'abrutissante vie de caserne, et pourquoi parle-t-on d'une rigueur inexorable à l'endroit de jeunes canadiens qui auraient esquivé l'obligation militaire?

Chaque jour les dépêches du vieux monde nous parlent de démobilisation, la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, licencient leurs troupes, pourquoi donc garderions-nous encore sous les armes au Canada des régiments entiers? Se rend-on bien compte du mal qu'on fait à cette jeunesse en l'empêchant de reprendre au plus tôt sa vie d'autrefois?

Se rend-on bien compte de ce que coûte au pays, chaque jour, l'entretien de ces troupes, qui ne sont plus que de parade? Pourtant la guerre nous a déjà coûté assez cher, sans qu'on s'amuse à prolonger cette danse des millions.

Et quand on sait de quelle magnanimité et de quelle indulgence, les hommes d'état européens font preuve à l'égard des Allemands, ne peut-on pas s'étonner de l'attitude intransigeante et inexorable que tiennent les autorités canadiennes vis-à-vis des jeunes déserteurs.

Nous voulons croire que ces jeunes gens ont commis une faute en résistant à la loi; nous voulons croire qu'ils sont des réfractaires; mais est-ce à dire qu'il faudra faire peser sur eux toutes les rigueurs de la justice?

Quels hommes ont donc commis des crimes plus horribles que les Allemands, et pourtant c'est M. Clémenceau, le président de la conférence de la paix, qui le premier s'écria qu'il fallait être indulgent pour l'ennemi.

Peut-être que ces jeunes gens qui ont échappé à la conscription ont été la victimes de mauvais conseillers, peut-être, ont-ils été aidés même par des grandes influences à se soustraire à l'obligation de la loi. Faudrait-il leur en tenir rigueur jusqu'à ce que la dernière rancune ait été assouvie? Mais que serait-ce donc s'il fallait en agir de même avec les Allemands, les Autrichiens et tous leurs comparses? Il faudrait tous les exterminer.

Pour que l'économie fasse place au gaspillage; pour que chacun puisse contribuer efficacement dans la paix et dans l'harmonie à la réorganisation économique de notre pays; pour que la sécurité et le pardon soient assurés à tous il faut qu'on hâte de plus en plus la démobilisation et qu'on proclame l'amnistie.

Ouverture de session

Sir Lomer Gouin a tenu à ouvrir la session provinciale par un énergique et éloquent discours dans lequel il a exposé les résultats de la progressive politique de son gouvernement.

Le chef de l'opposition s'était plaint, dans sa harangue, que le discours du trône n'annonçait pas suffisamment de mesures.

Sir Lomer Gouin lui a répondu avec assez d'à-propos que de toute façon le chef de l'opposition se faisait un devoir de blâmer toutes les mesures que présentait le gouvernement, et que sa remarque en somme était plutôt étonnante.

Mais, a-t-il ajouté, si l'on relit avec soin le discours du trône, on constatera au contraire qu'il laisse entrevoir dans les différents domaines de l'administration provinciale des initiatives nouvelles, en même temps que la continuation de la politique énergique des dernières années.

Pour l'instruction publique, notamment, le gouvernement entend faire beaucoup encore; les contribuables de cette province comprennent de plus en plus l'importance de la question et des progrès à réaliser, et ils y souscrivent largement. Quant au gouvernement il les y aidera de son mieux en continuant d'augmenter les crédits qui concernent cette partie de son administration.

Sir Lomer Gouin a également insisté sur les immenses progrès de la voirie dans la province de Québec et il a pu affirmer que c'est notre province qui donne l'exemple à toutes les autres pour les bonnes routes.

La bonne route est le complément naturel du développement agricole qui a été intense durant la guerre, spécialement dans Québec; et elle est aussi une aide essentielle au mouvement colonisateur lequel le premier ministre et ses collègues entendent donner toute leur attention.

Un incident avait été soulevé au commencement de la séance au sujet de la nomination de l'hon. M. Martin au conseil législatif.

Sur ce point Sir Lomer Gouin a été aussi précis qu'énergique. Il a pu y avoir sur les questions municipales des divergences d'opinion et personne ne nie qu'à la dernière élection de Montréal la lutte a été des plus vives.

Mais ces faits mêmes ne font que donner plus de relief à la nomination que vient de faire le gouvernement; et ils démontrent, si on les rappelle, que celui-ci sait se mettre au-dessus des considérations personnelles pour rendre hommage aux sentiments de la majorité de Montréal qui a par trois fois élu M. Martin à la mairie.

La longue ovation qui a accueilli le discours de Sir Lomer Gouin à Québec, démontre que toute la Chambre approuve plus que jamais sa politique et lui conserve une inaltérable confiance.

A propos d'unité nationale

Un journal libéral anglais fait remarquer avec beaucoup de raison que c'est le tort de nombreux politiciens dans les provinces anglaises de croire que le "canadianisme" implique l'uniformité de nationalité.

Et c'est pourquoi ils veulent chasser le français des écoles de ces provinces; une seule langue, un seul code, telle est leur devise qui est en contradiction absolue avec le principe même de la Confédération.

Or on peut fort bien développer un sentiment national, empreint de force et d'unité dans son inspiration, sans que la question de langue intervienne.

Que nos efforts vers la prospérité et que nos aspirations s'expriment en l'une ou l'autre langue, ils peuvent être constitués quand même d'une pure essence patriotique.

Les canadiens anglais parlent la langue de la mère-patrie et nous parlons celle de notre patrie d'origine; il n'y a là aucune friction, aucune source de conflit dans le principe.

Peut-être dans un avenir très lointain et qu'on ne peut entrevoir que par un effort prophétique sortira-t-il de ce contact prolongé un nouvel idiome proprement canadien.

Peut-être, au contraire, le Canada dans quelques siècles, sera-t-il subdivisé en plusieurs nations distinctes.

Ce sont là des possibilités auxquelles il serait futile pour le moment de s'arrêter.

Mais que le bi-linguisme soit contraire au développement d'un sentiment national, nous animant tous d'un même idéal d'harmonie

et de prospérité, cela n'est pas soutenable.

Et c'est au contraire en parlant les deux langues du pays, en apprenant à se mieux connaître et à se fréquenter davantage, que nos populations s'uniront de liens plus intimes, véritablement nationaux.

Le bi-linguisme, surtout au lendemain d'une guerre qui a vu vaincre les peuples de langue française et anglaise, est devenu un élément de culture presque essentiel.

En Angleterre comme en France, on songe à enseigner à tous la langue du voisin.

Au Canada, nous sommes dans d'exceptionnelles conditions pour apprendre les deux langues; et loin d'affaiblir notre unité nationale, cette double connaissance viendra plutôt la consolider en faisant disparaître graduellement les possibilités de conflit.

Pour nos instituteurs

La question de l'instruction publique dans la province a deux aspects: celle de la fréquentation scolaire en ce qui touche les élèves, et celle de la condition des instituteurs. La question corollaire des programmes relève des uns et des autres.

En ce qui regarde les instituteurs, il est clair que plus leur traitement sera élevé et plus l'enseignement leur sera rendu facile, meilleurs seront les résultats.

Mais on ne doit pas oublier qu'avec le système actuel, le traitement de l'instituteur dépend directement de l'élève.

Ce sont les pères de famille de chaque arrondissement scolaire qui décident du montant de taxes à prélever pour les fins d'éducation et qui en font l'emploi. Ils engagent eux-mêmes les instituteurs et les institutrices.

Toute intervention de l'Etat dans l'exercice de ces fonctions ne peut que prendre la forme d'un encouragement et d'une addition aux appointements déterminés par la taxe scolaire.

Le gouvernement ne peut dicter aux commissions scolaires les sommes qu'elles devront payer aux instituteurs ou institutrices qu'elles emploient.

Mais le gouvernement de Sir Lomer Gouin a réussi à faire relever ces appointements d'une manière très appréciable, au moyen de primes accordées aux commissions scolaires payant un chiffre minimum d'appointements à leurs institutrices et, grâce à ces primes et au bon exemple, il a obtenu ce résultat que le salaire moyen des institutrices qui, jadis, était au-dessous de \$100 est maintenant bien supérieur à ce montant.

Pour le faire relever encore, c'est d'abord aux commissions scolaires qu'il faut s'adresser et celles-ci à leur tour doivent faire comprendre à leurs contribuables qu'on ne consacra jamais trop aux fins de l'enseignement.

Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement Gouin a fait tout ce qui est possible pour aider cette cause.

Il a accordé des primes aux instituteurs ou institutrices les plus méritants; et afin de les encourager à rester dans l'enseignement, il a attribué des primes également à ceux ou celles qui persistent dans l'enseignement au-delà d'un nombre déterminé d'années.

Le gouvernement a aussi augmenté le fonds de pension du corps enseignant. Il a accordé de généreux secours aux municipalités scolaires pauvres, en même temps qu'il offrait des primes aux municipalités qui pouvaient montrer les meilleurs résultats.

Ne pouvant intervenir directement dans l'emploi par les commissions des fonds produits par les taxes scolaires, le gouvernement Gouin a pris tous les moyens possibles pour arriver indirectement, à lui assurer une meilleure rétribution.

Et il y a réussi dans une large mesure.

C'est en complétant l'éducation du peuple en même temps qu'on lui permettra d'arrondir ses ressources, que nos commissions scolaires pourront obtenir de quoi mieux rétribuer nos instituteurs.

Le gouvernement, dans le domaine qui lui est réservé, continuera sûrement d'encourager de façon tangible ce mouvement.

La crise ouvrière

L'assemblée des sans-travail s'est dispersée jeudi soir après avoir adopté une résolution d'une portée très avancée.

Quelque soit l'opinion individuelle dans une question comme celle-ci, on ne saurait méconnaître la gravité de cette réunion; et le Conseil des Métiers et du Travail, en acceptant de tenir l'assemblée, sous ses auspices, prouve qu'il se rend compte que la situation est sérieuse.

Nulle question a été plus négligée par le gouvernement Borden, que celle du travail. Son ex-ministre, M. Crothers, était d'une incompétence qui n'égalait que sa criminelle insouciance.

Nous le tenons, au premier chef, responsable de la crise aiguë qui se manifeste aujourd'hui dans certains domaines du monde ouvrier, et qui pour quelques esprits confine au bolshévisme.

C'est lui et son gouvernement qui, par une incurie impardonnable et qui ne s'est nullement soucie de prévoir l'après-guerre, ont préparé la situation à laquelle dans certaines villes il faut faire face maintenant.

On ne plaisante pas avec les problèmes du travail et il n'en est pas auxquels le gouvernement d'union devrait accorder une attention plus soutenue et plus intelligente.

D'autre part, nous ne pouvons en la circonstance que nous ranger de l'avis des chefs ouvriers, de M. Foster et les autres, qui ont conseillé aux sans-travail la modération et la patience.

Le travail de réorganisation est en voie; et nos pouvoirs publics devront multiplier les entreprises qui donneront à tous de l'emploi.

La violence, dans les termes et dans les actes, ne peut que produire des perturbations nuisibles à tous.

Les ouvriers, et surtout ceux qui n'ont pas de travail, ont toutes nos sympathies; organe de la démocratie et des droits populaires, c'est vers eux que se porte notre meilleur sentiment.

Qu'ils écoutent au contraire les avis de sagesse et de temporisation.

De notre côté, nous ne cesserons d'aiguillonner et de stimuler le gouvernement fédéral pour qu'il se préoccupe enfin d'une façon plus effective de la situation ouvrière.

Il en est plus que temps.

Les Mesures

Rarement le discours du Trône, à Québec, a été plus riche en promesses et en aperçus.

Mais M. Sauvé, lui, le trouve indigent; et le plus curieux, c'est qu'il ne manquera pas de critiquer les mesures qui s'y trouvent.

Pour l'Instruction Publique

Les crédits de l'instruction publique qui étaient de moins d'un demi-million sous les anciens régimes atteignent deux millions dans le gouvernement Gouin.

Le gouvernement fait tout en son pouvoir pour encourager et compléter le travail des commissions scolaires.

Pour les reprendre

On ne saurait trop faire pour le soldat de retour; mais toute initiative doit être empreinte de sagesse et d'une claire conception de la situation.

L'essentiel est de lui ouvrir une voie de travail et de faciliter sa rentrée dans la vie civile, en permettant une assimilation rapide et effective.

Une pilule qui prouve sa valeur.—Ceux qui souffrent de faiblesse d'estomac trouveront de la force dans les Pilules de Parmelee, car elles servent à maintenir la saine action de l'estomac et du foie dont les irrégularités sont si souffrantes. Elles sont bien connues des dyspeptiques qui les estiment à leur propre valeur. Elles soulagent la ou d'autres préparations échouent; elles ont opéré des guérisons dans les cas obstinés où d'autres remèdes avaient été sans valeur.

Par les deux bouts

Le gouvernement fédéral proteste de ses bonnes intentions à travailler à son programme de reconstruction ; mais il allègue que l'état obéré de nos finances, la lourdeur de notre dette publique, ne lui permettent pas de faire tout ce qu'il voudrait.

Mais à qui la faute, si nos finances fédérales sont dans un état lamentable ?

Sans doute, on allègue la guerre.

Mais cela ne justifie que dans une certaine proportion cette augmentation démesurée de nos dépenses et de notre dette.

En face même du problème de guerre, le gouvernement Borden a été d'une incurie et d'une incompétence qui le rendent dans une très large mesure responsable de l'état inquiétant de nos finances fédérales.

Durant les deux premières années de guerre surtout, il a laissé piller le trésor public par des profiteurs de toutes tailles et de tout appétit.

Les scandales dans la fourniture militaire et dans la fabrication des munitions se sont multipliés à loisir, et des profits scandaleux, immodérés, se sont chiffrés par millions.

Même dans les contrats régulièrement consentis, les intéressés ont fait des bénéfices excessifs et qu'ils ont capitalisés sans que l'Etat en retire un sou.

Ce n'est que plus tard, — quand l'opposition libérale eût décrié ces méthodes de guerre ruineuses et souvent entachées de fraude, — que le gouvernement a institué la taxe sur les profits de guerre ; mais il a refusé de lui donner un effet rétroactif et ainsi de faire rendre gorge aux bénéficiaires de la veille.

Ainsi des millions et des millions, faits à même les contrats de guerre, sont restés dans le gousset de favoris du pouvoir ; et notre dette en est faite.

Subséquemment, le gouvernement Borden (et c'est le même en principe que l'union), institua pour payer l'intérêt sur cette dette de guerre la taxe sur le revenu ; mais il eut soin, quand il contracta de nouveaux emprunts, de déclarer les prêteurs indemnes de toute taxe sur les sommes prêtées.

C'est ainsi qu'en même temps qu'il grossissait notre dette, M. Borden diminuait les sources par où il pouvait en tirer la somme nécessaire au paiement des intérêts.

La politique financière du gouvernement fédéral est une chandelle qui brûle par les deux bouts ; il est grandement temps qu'on change l'allumeur.

La raison du surplus

Dans un état de compte qui précède son discours du budget, le trésorier provincial a laissé prévoir qu'il annoncerait à la Chambre cette année un surplus d'un million et demi.

La somme est énorme, surtout si l'on tient compte du fait qu'elle ne comprend pas les six cent mille dollars versés au fonds patriotique et qui ont pu être à même les revenus ordinaires.

De fait, si ce surplus était normal et le produit régulier d'un écart entre les recettes et les dépenses, il y aurait lieu de se demander s'il n'est pas trop considérable et si une province qui a une telle balance à son crédit ne doit pas augmenter encore les sommes qu'elle consacre aux services publics.

Mais le trésorier provincial nous explique lui-même que cet excessif surplus provient d'un rendement supérieur de la taxe successorale dû au décès de sir William MacDonald.

Très sagement on n'a employé qu'une partie de la somme durant l'année courante, dans la proportion du produit ordinaire de cette taxe ; et le surplus sera versé dans le trésor pour être en quelque sorte distribué proportionnellement pour les années à venir.

Mais c'est une erreur d'écrire, comme certains journaux l'ont fait et comme le chef de l'opposition l'a déjà insinué, que sans ce décès accidentel la province aurait été en déficit.

D'abord parce que la taxe sur les successions doit être évaluée à une relativité annuelle, et en répartissant ainsi son rendement sur un nombre d'années, le trésorier provincial la ramène à un chiffre rationnel ; mais il est juste de calculer qu'au moins une partie de la taxe versée par la succession MacDonald doit raisonnablement être comptée comme un revenu normal de l'année.

Et aussi, parce que le principe de l'administration actuelle est de maintenir les dépenses provinciales, avec sagesse et prudence, dans les limites même des ressources dont elle dispose.

Le gouvernement Gouin a su créer à la province de nouvelles sources de revenus ; mais elle a su aussi limiter nos dépenses à notre capacité de les rencontrer et ainsi donner au budget provincial une stabilité qu'il n'avait jamais connue.

La taxe énorme payée par la riche succession MacDonald a permis et permettra encore, dans les années à venir, de consacrer plus d'argent à certains services publics, — agriculture ou autres ; mais il est absurde de dire qu'elle nous a sauvés du déficit.

L'équilibre de notre budget dépend uniquement de l'habileté parfaite avec laquelle sir Lomer Gouin et son trésorier-provincial ont toujours su proportionner nos dépenses à nos recettes.

Les Bonnes Routes

C'est une fort intéressante conférence que M. Benjamin Michaud a donnée au Club de Réforme, samedi, sur la question des bonnes routes.

M. Michaud est un ancien président de l'Association des Bonnes Routes et c'est un expert en la matière.

On sait toute l'attention que le gouvernement Gouin a donnée à cette question et les heureux effets qui en sont résultés.

Actuellement de toutes les provinces du Dominion, Québec est de beaucoup la mieux pourvue et c'est elle qui a donné l'exemple aux autres. Le gouvernement Gouin entend continuer sa politique active de construction ; et la conférence de M. Michaud vient faire plus de lumière encore sur un problème qui est de la plus vive actualité pour nous.

La Politique

Dans le programme de reconstruction que tous rêvent pour le Canada figurent les deux grandes questions de la politique de sir Wilfrid Laurier : la réciprocité et la construction navale.

Et c'est au parti libéral que le peuple confiera bientôt le soin de les mettre en oeuvre.

Cette Offre de Terres

Le gouvernement de Québec offre gratuitement des terres aux soldats, mais il a raison de ne pas étendre indistinctement son offre à tous les colons.

Comme l'a montré le premier ministre, une offre générale pousse à la spéculation, comme on l'a vu dans l'ouest.

Québec donne l'exemple

Tandis que de nos ministres fédéraux s'en vont pérorer devant de plantureux banquets ; tandis que d'autres promettent leur insuffisance à Londres ou à Paris, attendant leur tour de rôle pour assister à la conférence de la paix ; tandis que ce qui reste du cabinet unioniste continue à mener le pays à coups de décrets, la Législature du "vieux" Québec est au travail et son gouvernement se prépare à donner l'impulsion à la reprise de la vie économique.

Oui, ce "vieux" Québec que tant de comparses de nos maîtres d'Ottawa accusaient d'être arriéré et toujours en retard, c'est lui qui donne le branle à la grande réorganisation d'après-guerre.

Réorganisation économique et réorganisation sociale, telles sont les deux mesures qui apparaissent en tête du programme de Sir Lomer Gouin.

Réorganisation économique en développant l'enseignement technique qui aidera si puissamment l'essor de notre industrie ; réorganisation économique en étendant de plus en plus et dans toutes les directions le réseau de nos grandes routes qui ira porter au sein des villes les produits agricoles et industriels et qui invitera les touristes à venir admirer les beautés naturelles et si pittoresques de notre province ; réorganisation économique en offrant aux soldats des terres gratuites pour qu'ils contribuent à donner un élan à la surproduction agricole, afin de nourrir les populations affamées des deux mondes.

Et n'est-ce pas travailler à la réorganisation sociale que d'élever les représentants ouvriers au rang de conseillers ministériels et en agrandissant le ministère du Travail pour y faire une place à un sous-ministre ; c'est encore de la réorganisation sociale que d'aider le soldat de retour à reprendre sa vie civile en lui permettant d'embrancher la carrière agricole qui est appelée à devenir la plus prospère, la plus libératrice, la plus indépendante ; de même d'étendre à la réorganisation sociale que de prendre les moyens de combler les vides faits chez nos compatriotes par la guerre, en combattant la tuberculose et en assurant des logements salubres aux ouvriers, afin qu'ils puissent, non seulement avoir des enfants, mais les élever, les garder, pour grossir le chiffre de notre population, que tant de fléaux ont décimée déjà.

Sir Lomer Gouin, à l'instar de nos ministres fédéraux, n'a pas empli la province du bruit de ses déclarations redondantes et les feuilles des journaux de réclames tapageuses ; dans le silence de son cabinet et au conseil des ministres, il a étudié les problèmes posés par l'après-guerre ; et quand il en a conçu ses projets il s'est hâté de rassembler le parlement pour lui en faire part.

Et c'est à cette grande oeuvre de rénovation que la Législature travaille présentement.

Sur les ruines de l'Unionisme

Il est une tendance qui s'accuse de plus en plus nettement dans la politique fédérale : et c'est le retour aux partis d'avant-guerre, qui se distinguent surtout par leur programme économique radicalement différent et par leur conception diverse des problèmes de races.

L'unionisme a vécu. Durant la guerre même, si elle s'était prolongée, on se serait sans doute rendu compte qu'il n'était qu'un prétexte à consolider le parti tory et à le maintenir au pouvoir en lui infusant un peu de sang libéral.

Mais l'armistice a encore hâté les événements ; et devant les problèmes de la paix, l'insuffisance de l'unionisme éclate avec une évidence qui en marque la fin.

L'unionisme, en fin de compte, ne constitue qu'une réunion d'hommes n'ayant d'autre lien commun que celui de vouloir régner ensemble.

Sur aucune des questions de la période de reconstruction, ils ne sont capables de s'entendre.

Il n'y a pas de liaison possible entre la politique violemment protectionniste du groupe Foster-White, et les réclames libéraux échangés de l'Ouest que ne peuvent pas méconnaître les Calder et les Crever.

Et tandis que les préjugés et les déclamations sur le patriotisme — si habilement exploités pendant la guerre — passent au dernier plan, il faut bien envisager la question du tarif comme la plus essentielle de toutes.

On a beau retarder la date de la session, on ne fait qu'ajourner l'échéance d'une note qu'il faudra payer un jour.

Le tarif est une des questions sur lesquelles choppera le parti unioniste ; et le problème des races en est une autre.

Sur ce point encore, nulle entente possible entre les torys irréductibles partisans des mesures extrêmes, fauteurs de préjugés, et les libéraux formés à une école de paix et de conciliation.

La période de reconstruction va retrouver nos hommes politiques divisés en deux groupes :

Les torys protectionnistes, partisans de la coercition et de l'intolérance ; et les libéraux favorisant toutes les libertés, dans le tarif comme dans le domaine de la conscience et de l'éducation.

Et c'est entre ces deux groupes que le peuple aura à choisir, sur les ruines de l'unionisme.

Le Programme

Ce ne sont pas les discussions du passé, c'est le programme d'avenir qui doit grouper les hommes politiques et déterminer la démarcation des partis.

Tous les vrais libéraux, qui sont pour l'abaissement du tarif, peuvent trouver place autour du même chef, quelque aient été leurs divergences de la veille.

Une fausse conception

C'est une fausse conception de l'unité nationale que de croire qu'elle comporte absolument l'unité de langage.

Au contraire, c'est en répandant l'usage des deux langues au Canada que l'on assurera les meilleures relations et la plus cordiale harmonie entre les deux races canadiennes.

Notre Crédit

Le crédit de la province de Québec inspire pleine confiance aux capitalistes, et l'argent du dehors trouve chez nous un placement sûr et productif.

Tandis que la guerre a généralement affecté le statut économique des provinces canadiennes, Québec préparée à subir l'assaut des spéculations.

Le Montant Complet

Sir Herbert Ames nous apprend que la dépense de guerre du Canada atteindra deux milliards, si on y ajoute les pensions.

Naturellement, cela comprend tous les gaspillages et les profits scandaleux, y compris ceux sur les chaussures.

LES TOURISTES ETRANGERS SONT NOMBREUX DANS LA PROVINCE

Grâce à nos bonnes routes, les touristes nous arriveront en grand nombre l'été prochain. — Des prévisions pour la prochaine saison. — Le record de l'an dernier.

La province de Québec est le lieu de rendez-vous d'un grand nombre de touristes durant les mois de la belle saison. Ses campagnes immenses, ses beautés pittoresques, ses rivières et ses lacs, ses montagnes merveilleuses, ses vieilles maisons rustiques, ses villages historiques et célèbres sont autant de choses qui attirent la plupart des touristes qui nous arrivent de toutes les parties du continent.

Mais il est un facteur encore plus important que tout ce que nous venons de nommer : ce sont les incomparables routes que nous avons dans la province. Elles permettent à celui qui possède une automobile de venir se promener, visiter agréablement la province sur toutes les routes, consultées en ces dernières années par le gouvernement provincial, on trouve des dépôts de gazoline, des ateliers de réparations, etc., où le touriste peut s'approvisionner et faire réparer les petits accidents qui surviennent en cours de route. Rien ne manque pour le confort des automobilistes.

Par sa politique de bonnes routes, le gouvernement Gouin a assuré à la province une source de richesses qui ne fera que se développer. En effet, tout l'été, les touristes nous arrivent en très grand nombre de l'autre côté de la frontière. La plupart viennent passer quelques jours ou moins, et leur libéralisme ne fait pas de doute. On comprend dès lors l'importance de poursuivre cette excellente politique des bons chemins.

Un officier de l'Auto Club of Canada nous déclarait récemment que l'an dernier, malgré toutes les restrictions qu'on avait imposées au tourisme en Canada aux Etats-Unis, le nombre de touristes fut des plus satisfaisants. Près de 25,000 voyageurs vinrent dans la province l'été dernier. Plus de 9,000 automobiles traversèrent les bornes de la province et séjourneront ici durant quelque temps.

L'été prochain, notre interlocuteur estime que ce nombre pourrait très bien tripler. La guerre est maintenant finie. Les restrictions qui avaient entrainées disparaissent une à une. Le commerce va reprendre en même temps que la vie normale. Tout cela contribuera puissamment à augmenter le tourisme dans la province. Avec l'aide de la belle température, nous briserons probablement tous les records des années précédentes.

L'automobilisme s'est considérablement développé et amélioré dans la province de Québec en ces dernières années. Plus de 50,000 automobiles ont été vendues en Canada l'an dernier, nous disait-on. La plupart de ces voitures sont de fabrication canadienne, et cet argent reste en Canada. Toutes ces automobiles, on le comprendra, ne sont pas du style touristique ; mais il y en a un très grand nombre de ce genre. C'est dire que le tourisme sera considérable cet été. Espérons que ces prévisions se réaliseront.

(Dépêche de la Presse Associée)

Philadelphie, 27 — Ce midi, un homme muni de deux revolvers et donnant son nom comme "Omega, le fils de Jésus-Christ", parcourait toutes les rues centrales de la ville, tirant dans toutes les directions, pendant qu'une grande foule essayait de le capturer. Avant qu'il fut finalement vaincu et battu sans connaissance, par un constable, il eut le temps de tuer trois hommes et d'en blesser cinq autres, dont deux le sont gravement.

Les morts sont Thomas Holleran, un employé du "Philadelphia Rapid Transit Company" ; John Knox et George Dingall, un constable.

Suivant les déclarations de la police, cet homme est un religieux fanatique et l'idée lui est venue que l'esprit de son père était torturé dans la chambre aux engins de la compagnie de tramways où il a fait ses deux premières victimes. Sortant de la chambre aux engins avant que les autres employés eurent réalisé ce qui venait d'arriver, ce fou se mit à parcourir les rues suivi d'une foule de civils qui essayaient de le faire arrêter. Deux rues plus loin il rencontra le constable Dingall qui était en devoir dans le centre de la rue. Il se lança sur le constable en criant et fit feu. Dingall fut fatalement blessé. En même temps la foule le poursuivait toujours et après une chasse d'environ deux milles les constables Knox et Heron réussirent à l'atteindre. Réalisant qu'il était pris, l'homme se retourna vers les constables qui allaient pour l'arrêter et avec un revolver dans chaque main il fit feu. L'arme pointée sur Knox partit et le tuer instantanément mais celle dirigée sur Heron manqua et le constable à son tour fit feu sur le maniaque, le blessa à une jambe, et ensuite réussit à le battre jusqu'à ce qu'il soit sans connaissance. La foule voulut s'en emparer mais il fut finalement secouru et transporté à l'hôpital.

Un calepin que l'on a trouvé dans ses poches contenait une liste de toutes les compagnies d'énergie électrique de Philadelphie.

Dans sa chambre on a trouvé de grandes quantités de littérature religieuse et anarchiste imprimées en allemand et en italien. A sa maison de pension on le connaissait sous le nom de George Lembo, mais c'est la seule information que l'on a pu obtenir. Il est âgé d'environ trente ans.

LA DETTE DE GUERRE DU CANADA EST D'ENVIRON \$253-PER CAPITA

SIR HERBERT AMES DECLARE A TORONTO QUE LE PEUPLE CANADIEN DEVIENDRAIT EPARGNER LE PLUS POSSIBLE ET AIDER LE GOUVERNEMENT A SE LIBERER DE SA DETTE DE GUERRE.

Toronto, 27 — Dans un discours prononcé aujourd'hui au Canadian Club sur les projets du Comité national d'Epargne, sir Herbert Ames, président de ce comité parla tout d'abord des pertes du Canada par la guerre.

"Il est difficile d'estimer les pertes qu'a subies, un pays par la guerre, dit-il. Nous avons envoyé outre-mer 420,000 hommes et 60,000 ne reviennent jamais puisqu'ils reposent pour la plupart dans les plaines des Flandres. Soixante mille autres nous reviennent malades ou mutilés.

"Nous pouvons dans une définition plus étendue, estimer nos pertes financières : tout d'abord le coût actuel de la guerre ; les déboursés occasionnés par l'enrôlement, l'équipement et

le maintien de nos troupes. Le coût approximatif en est de \$1,400,000,000. Nous avons aussi résolu de venir en aide aux veuves et orphelins de ceux qui sont morts au front et des soldats invalides. Ceci représente au moins de \$600,000,000.

"Il est cependant trop tôt pour déterminer sûrement quel est le fardeau financier que nous aurons à supporter par la guerre, mais je crois qu'il représentera un montant de \$2,000,000,000 ; qui revient à une dette de \$250 pour chaque habitant du Dominion. Nous n'avons pas encore senti le poids de cette dette, mais il est inévitable que nous, et ceux qui viendront après nous, en sentiront les effets pour des générations à venir.

"Quoique la situation soit sérieuse, plaudissements."

CE MOIS-CI \$4.00 L'UN
LE MOIS PROCHAIN \$4.01 L'UN

Si les Timbres d'Epargne de Guerre n'étaient offerts qu'en coupure de \$40. et \$80. remboursables en 1924, à \$50.00 et \$100. respectivement, un petit nombre de personnes pourraient seules prendre avantage du fort intérêt qu'ils rapportent.

Mais presque tous les gens, au Canada, sont en mesure et doivent placer périodiquement \$4.00 dans ces valeurs du Dominion qui rapportent un intérêt composé de 4 1/2 pour cent. Les Timbres d'Epargne de Guerre sont en vente dans les bureaux de mandats-postes, les banques et partout où cet écusson est en montre.

TIMBRES D'ECONOMIE

Les marchands patriotes vous vendront des Timbres d'Economie à 25 sous l'un. Collectez seize de ces Timbres sur une Carte d'Economie et vous pourrez les échanger pendant ce mois-ci contre un Timbre d'Epargne de Guerre.

ELLE DOIT LA VIE AUX "FRUIT-A-TIVES"

Le merveilleux remède composé de jus de fruits et de bons toniques



MADAME ROSINA FOISIZ
29 rue Ste-Rose, Montréal.

"Je vous écris pour vous dire que je dois la vie aux 'Fruit-a-tives'. Ce remède m'a guéri quand j'avais abandonné tout espoir. 'Je souffrais terriblement de dyspepsie depuis plusieurs années et rien de ce que je prenais ne me fit du bien.

"Je lus les guérisons des 'Fruit-a-tives' et je les essayai. Après en avoir pris quelques boîtes, j'étais complètement rétabli. Je vous donne la permission de publier cette lettre, car j'espère qu'elle influencera les autres personnes qui souffrent de la dyspepsie pour employer les 'Fruit-a-tives' et devenir mieux."

Madame ROSINA FOISIZ. "Fruit-a-tives" est le seul remède au monde qui soit composé de fruit. 50c. la boîte, 6 boîtes pour \$2.50 ; boîte d'essai 25c. Chez tous les marchands ou envoyées par la maille en envoyant le coût à Fruit-a-tives Limited, Ottawa.

L'avenir est plein d'espérances et nous croyons que notre pays sera un des premiers du monde à se relever des pertes causées par la guerre."

Sir Herbert Ames, parlant de la raison de la nomination du comité national d'Epargne, ajoute que le peuple canadien sera encore appelé à prêter ses épargnes au gouvernement si nous voulons conserver nos industries et voir à ce que nos produits soient écoulés sur les marchés étrangers.

"De nouveaux marchés doivent être créés si l'on veut que nos ressources naturelles soient développées. Ces entreprises sont le propre des grands financiers, dit M. Ames."

"Si le gouvernement a besoin, et il l'aura certainement, de faire d'autres emprunts, on ne pourra s'attendre à l'avenir de tirer sur les surplus des industries, ni sur le capital investi comme cela se faisait durant la guerre.

Si nous devons alors maintenir nos industries durant la période de reconstruction, et qu'on demande au gouvernement de fournir l'argent à cette fin, il faudra en appeler à celui qui a économisé durant la guerre ; il faudra demander l'aide du travailleur, qui trouve dans un taux d'intérêt suffisant le meilleur placement.

"C'est en exposant la situation que j'ai essayé de montrer que le gouvernement du Canada avait trouvé désirable d'introduire ce qu'on appelle des Timbres d'Epargne de Guerre. Ce projet a réussi merveilleusement. Le Comité national des Epargnes de guerre ne se propose pas d'organiser avons devint nous une campagne. "L'ouvrage que nous avons devant nous n'est pas d'un caractère sensationnel. Nous voulons entreprendre une campagne de propagande en faveur de l'économie. Le succès sera d'autant plus grand qu'il y aura de timbres de vendus."

KURT EISNER EST DESAPPOINTE

(Cable de la Presse Associée)

Amsterdam (reardée), 24. — Le "Koenigsche Zeitung" annonce que Kurt Eisner, le premier ministre de la Bavière, vient de prononcer un discours au cours duquel il a exprimé son désappointement du résultat des élections de l'assemblée nationale.

"Le cléricisme menace la Bavière," a dit Eisner. "Le Junkerisme règne en Prusse. Un tel état de choses est intolérable. Il est disgracieux que même une assemblée d'ouvriers à Munich ait reçu la nouvelle annonçant la mort du Dr Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg avec des applaudissements."

\$5.00 pour \$4.00

Chaque piastre participera à la plus-value.

VALEUR DU DOMINION EN PETITES COUPURES

Si les Timbres d'Epargne de Guerre n'étaient offerts qu'en coupure de \$40. et \$80. remboursables en 1924, à \$50.00 et \$100. respectivement, un petit nombre de personnes pourraient seules prendre avantage du fort intérêt qu'ils rapportent.

Mais presque tous les gens, au Canada, sont en mesure et doivent placer périodiquement \$4.00 dans ces valeurs du Dominion qui rapportent un intérêt composé de 4 1/2 pour cent. Les Timbres d'Epargne de Guerre sont en vente dans les bureaux de mandats-postes, les banques et partout où cet écusson est en montre.

TIMBRES D'ECONOMIE

Les marchands patriotes vous vendront des Timbres d'Economie à 25 sous l'un. Collectez seize de ces Timbres sur une Carte d'Economie et vous pourrez les échanger pendant ce mois-ci contre un Timbre d'Epargne de Guerre.

LE PROJET DE LA LIGUE DES NATIONS EST ADOPTE, SAMEDI

La conférence, réunie samedi à Paris, adopte à l'unanimité le projet de la ligue des nations. — Des comités sont aussi formés pour étudier les différents problèmes qui seront réglés par le Congrès.

(Câble de la Presse Associée)
Paris, 26 — La conférence a, hier, adopté à l'unanimité le projet de la ligue des nations, annonce-t-on officiellement de la capitale française.

LA SEANCE DE SAMEDI
Paris, 26 — La séance plénière de la conférence de la paix a aujourd'hui adopté à l'unanimité le projet d'établir une ligue des nations, et a nommé un comité qui sera chargé de tracer le projet final.

La session de la conférence s'est ouverte à trois heures et après-midi dans la salle de l'Horloge, au Ministère des Affaires étrangères, mais aucune cérémonie n'a eu lieu.

M. le premier ministre Clemenceau présidait. Le président Wilson et la délégation américaine étaient à sa droite, et le premier ministre Lloyd George et les délégués britanniques à sa gauche.

Le président Wilson après avoir déclaré que la conférence était réunie pour régler les problèmes qui résultent de la guerre et établir une paix durable, a dit :

"Une ligue des nations semble nécessaire pour arriver à ces fins. Il y a plusieurs questions que nous croyons ne pouvoir finalement régler ici, parce qu'il faudra les reconsidérer de nouveau et peut-être même faire certains changements."

Il a expliqué comment le fardeau de la guerre a été supporté par les peuples et par les armées, et à ce sujet il a ajouté :

"Notre devoir envers ceux qui ont souffert est d'obtenir une paix durable, et de voir à ce qu'ils ne soient plus affligés de nouveau."

A la fin de la lecture de la traduction du discours du président Wilson, le premier ministre Lloyd George a dit :

"Je me lève pour seconder cette résolution. Après le noble discours du président des Etats-Unis, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'ajouter des observations pour recommander la dite résolution à la conférence. J'ai pris la parole pour déclarer hautement que le peuple de la Grande-Bretagne appuie cette proposition."

Le premier ministre de l'Italie, Vittorio Orlando, prit ensuite la parole. Il déclara qu'aucun peuple plus que l'Italie n'était prêt à accepter cette résolution de la ligue des nations.

M. Léon Bourgeois, le vieux partisan de la ligue des nations, fut l'orateur suivant. Il promit que la France ferait tout en son pouvoir pour suivre le chemin qui avait été tracé par le président Wilson.

"Je voudrais demander," dit le premier ministre Hughes de l'Australie, "si nous aurons l'opportunité de discuter ce projet quand il sera terminé?" "Sans aucun doute," répondit M. Clemenceau.

Les délégués choisis déclarèrent ensuite qu'ils supportaient cette résolution, en disant que leur pays s'associait à tous les grands idéaux exprimés.

Les délégués polonais et M. Camille Huysmans, le chef de la délégation belge, annoncèrent qu'ils approuvaient aussi le projet.

"A-t-il quelque objection à la résolution?" demanda alors M. Clemenceau. Personne ne répondit et le premier ministre déclara la résolution adoptée à l'unanimité.

On a annoncé aussi ce soir que les délégués des grandes puissances chargés de la formation de la ligue des nations, seront les suivants :

Le président Wilson et le colonel Edward M. House, pour les Etats-Unis; lord Robert Cecil et le général J. Christian Smuts, pour la Grande-Bretagne; M. Léon Bourgeois et Ferdinand Laroche, le doyen de la faculté du droit à l'université de Paris, pour la France; le premier ministre Orlando et Vittorio Scialoja, pour l'Italie; les vicomtes Chinda et Kuchiki, pour le Japon. Les délégués des petites nations seront connus plus tard.

LE DROIT DES PETITES NATIONS
Paris, 26. — La conférence de la paix réunie samedi après-midi, a, sous les inspirations du discours du président Wilson et l'habile direction de M. Clemenceau, le président, adopté à l'unanimité, les résolutions réclamant la formation d'une ligue des nations. La conférence a aussi déclaré qu'une ligue des nations doit être une partie intégrale du traité de paix et qu'elle administre comme membre de la ligue toute nation civilisée sur laquelle on peut compter pour promouvoir les buts de la ligue.

La Belgique, la Serbie, la Roumanie, le Portugal, le Brésil, Siam, la Chine et la Tchéco-slovaquie ont protesté parce que les différents comités nommés n'ont pas été formés que des représentants des grandes puissances, et réclament les privilèges d'une représentation proportionnelle, particulièrement dans les comités chargés d'étudier la formation de la ligue des nations, la question de législation du travail, ainsi que de celle des indemnités.

Malgré que ce petit nuage ne fut pas très grave, à un certain moment on aurait cru qu'il aurait amené une division de la conférence, car les petites nations semblaient vouloir se lier contre les grandes puissances. Ceci d'un autre côté, fut évité par le bon tempérament et l'habile direction de M. Clemenceau.

Le président Wilson pour la première fois était accompagné de toute la délégation américaine, le colonel House étant assez bien pour y être présent.

Malgré que tous s'attendaient que le premier ministre Lloyd George entamerait la discussion de la ligue des nations, ce fut le président Wilson qui eut cet honneur. Le discours du président fut suivi de quelques mots prononcés par le premier ministre Lloyd George, et la résolution favorisant la ligue fut adoptée sans opposition après que la proposition eut été secondée par le premier ministre Orlando pour l'Italie, M. Paul Huysmans, pour la Belgique et M. Lu, pour la Chine.

Après que les autres résolutions eurent été présentées et que les protestations des petites nations furent exprimées, M. Clemenceau fit appel à

UNE GREVE A BELFAST

(Câble de la Presse Associée)
Belfast, 26. — A la suite de la grève qui vient d'être déclarée par les employés municipaux, la ville de Belfast est sans électricité ou gaz. Le service des tramways a dû être suspendu et ce soir les citoyens de la ville doivent se passer de lumière. Les offices dans les églises n'ont pas eu lieu.

L'ADMINISTRATION DEMENAGE A OMSK

(Câble de la Presse Associée)
Vladivostok 22 (retardée) (par W. E. Playfair, le correspondant de la Presse Canadienne). — Un télégramme d'Omsk annonce que la commission interalliée chargée du contrôle du chemin de fer transibérien, déménagera ses quartiers généraux de Vladivostok à Omsk. Cette attitude a été prise à la suite d'un arrangement qui vient d'être conclu pour l'opération de ce système de chemin de fer.

Des projets sont actuellement préparés, qui l'espère-t-on, permettront à la compagnie de combler les déficits qu'elle a subis dans l'opération du chemin de fer. Le personnel des lignes auxiliaires est réduit autant que possible, mais vu la révolution il est impossible de congédier trop d'employés, ce qui amènerait des désordres.

Le général Elmsley, l'officier commandant des troupes canadiennes en Sibirie, partira bientôt pour Omsk, où il prendra l'administration des troupes britanniques et rencontrera les autres chefs militaires alliés.

LES ETATS-UNIS AURONT L'IMPERATOR

(Dépêche de la Presse Associée)
New-York, 26. — On vient d'annoncer ici que les navires allemands alloués aux Etats-Unis représentent un tonnage de 450,000 tonnes, y compris l'immense transatlantique de la ligne "Hamburg-American", l'"Imperator". C'est un navire du genre du "Leviathan". Il est demeuré à Hambourg depuis le mois de juillet 1914. Il est probable qu'il arrivera à New-York dans quelque temps, ayant à bord plusieurs milliers de soldats. La Grande-Bretagne recevra aussi un tonnage de 450,000 tonnes ce qui représente presque tout son tonnage qui était détenu dans les ports allemands durant la guerre.

PERTES DE SOUS-MARINS ALLEMANDS

(Câble de la Presse Associée)
Londres, 26. — Une nouvelle officielle d'ici, estime que des 203 sous-marins allemands qui furent coulés durant la guerre, 120 le furent corps et biens. Parmi les équipages des autres, à peu près la moitié périt. Le nombre d'hommes sur les sous-marins allemands vaincus. Les plus petits n'ont qu'une trentaine de marins pour équipage, tandis que ceux du genre croiseur en ont à peu près cinquante à soixante.

La marine anglaise a perdu durant la guerre cinquante-neuf sous-marins dont trente-neuf furent détruits par l'ennemi. Quatre furent internés dans les eaux neutres, sept sautèrent dans la mer Baltique, quatre coulèrent par accident en croisières d'essai, et cinq furent détruits dans des collisions.

LES MAXIMILISTES SERONT DEPORTES

Buenos Aires, 26. — Des représentants du service secret déclarent que plus de quatre cents "soñneris", accusés d'avoir pris aux activités maximilistes sont actuellement à bord d'un croiseur au large de Buenos Aires, et qu'on les déportera le plus tôt possible.

Les cors et les verrues disparaissent sans laisser de cicatrices, quand on emploie l'Anti-Cor de Holloway.

La même sage qui connaît les propriétés de l'Extremateur de Vers de la Mère Graves en a toujours à sa portée, parce qu'il prouve sa valeur.

Protection contre l'Influenza et la Grippe. — Ce fléau de destruction et de mort qui a visité toutes les différentes contrées de notre pays et qui, probablement, réapparaîtra à chaque saison opportune, est attribué à certains germes ou bactéries qui entrent par la bouche et les narines dans le système humain et, quand absorbés par le sang, se multiplient rapidement et sont transportés dans les poumons et autres organes vitaux, causant ainsi la terrible maladie.

Les hommes de science déclarent qu'une parfaite condition du sang est la seule protection contre l'infection de ces germes; que, si le sang est sain, il rendra ces désagréables visiteurs impuissants et les chassera hors du système avec les autres matières imprégnées et délétères.

Il n'y a que les personnes ayant le sang pur, une digestion régulière et des organes vitaux fonctionnant régulièrement, qui sont garanties et protégées contre l'Influenza et la grippe. Fort heureusement, nous connaissons un vieux remède digne de confiance qui, lorsqu'employé régulièrement et d'après les instructions, purifie le sang, aide la digestion et incite les organes vitaux à leur activité normale. Nous avons référence au Novoro du Dr Pierre, le remède herbeux bien connu. Dans la récente épidémie il a démontré ses qualités préventives et curatives. S'il est employé à temps, ce remède ferme la porte à toute infection et dans les cas où la maladie a déjà pris pied, il ramène le pouvoir de résistance du sang et des organes, et de ce fait, amène une rapide guérison. Ce vieux remède herbeux d'ancienneté renommée, n'est pas vendu par les droguistes; il est distribué au public, directement, ou par l'intermédiaire d'agents spéciaux, ou par les fabricants, Dr Peter Fahrney & Sons Co., 2501 Washington Blvd., Chicago, Ill.

Les remèdes du Dr Pierre sont dérivés au Canada, libres de tous droits.

L'EX-EMPEREUR ET SA FAMILLE RETOURNERONT A BERLIN

LE "DAILY MAIL" DE LONDRES REÇOIT UNE DEPECHE QUI ANNONCE QUE L'EX-EMPEREUR GUILLAUME ET SA FAMILLE RETOURNERONT A BERLIN APRES LA REUNION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE. — NOUVELLE BATAILLE A BERLIN.

(Câble de la Presse Associée)
Londres, 26. — Une dépêche de Berlin reçue par le "Daily Mail" samedi, se lit comme suit :

"Une édition spéciale sensationnelle qui se vend rapidement dans tous les quartiers de Berlin annonce que le Kaiser et sa famille ont l'intention de revenir en Allemagne aussitôt que l'assemblée nationale aura donné au pays une constitution légale."

NOUVELLE BATAILLE A BERLIN
Londres, 26. — Une dépêche de l'"Exchange Telegraph" d'Amsterdam annonce qu'il y a eu plusieurs pertes de vie lors d'une forte bataille qui a eu lieu jeudi soir dernier. La bataille a eu lieu dans le voisinage des édifices des journaux et de la gare du chemin de fer Anhalt.

LES SOCIALISTES MAJORITAIRES EN TETE DE LA LISTE
Bâle, 26. — Tous les rapports des 421 districts électoraux sont maintenant complets, et les socialistes majoritaires ont obtenu une majorité de 164 votes à l'Assemblée nationale.

Le parti du peuple chrétien vient à la suite des socialistes majoritaires, avec quatre-vingt-huit représentants. Ce parti se recrute particulièrement parmi les membres de l'ancien parti centriste. Voici le nombre de sièges obtenus par chacun des partis :

Socialistes majoritaires	164
Le parti du peuple chrétien	88
Démocrates	77
Le parti nationaliste allemand	55
Socialistes minoritaires	21
Le parti du peuple allemand	23
Le parti Guelfe	1
Le parti des paysans bavarois	1
Le parti bourgeois de Wurtemberg	2
La ligue des paysans et des ouvriers démocratiques	1
Total	421

Le premier ministre Ebert et Philipp Scheinmann sont déjà rendus à Weimar, afin de surveiller les préparatifs qui sont faits au théâtre de la Cour, où l'Assemblée nationale se réunira.

Kurt Eisner, le premier ministre de la Bavière, n'a pu réussir à se faire entendre dans aucun comté où il se présentait.

LES SOCIALISTES MAJORITAIRES ONT OBTENU 11,112,450 VOTES
Genève, 26. — Les rapports complets des élections de l'Allemagne indiquent que les socialistes majoritaires ont obtenu 11,112,450 votes, ou 39.3 pour cent du nombre des votes donnés. Le parti du peuple chrétien, autrefois les centristes, a obtenu 5,338,804, ou 18.8 pour cent du vote total. Le parti national allemand a obtenu 2,739,196 votes, ou 9.62 pour cent. Les démocrates ont eu 5,552,930 votes ou 19.5 pour cent.

Les socialistes indépendants n'ont obtenu que 2,188,305 votes, soit 7.68 pour cent du vote total. Le parti du peuple allemand a obtenu le moins de votes de toutes les grandes organisations, soit 1,106,408 votes ou 3.8 pour cent. Le reste des votes a été donné en faveur de divers autres partis moins considérables.

LE CABINET DU PORTUGAL VIENT DE DEMISSIONNER

ON ANNONCE AUSSI QUE LES TROUPES REPUBLICAINES SONT VICTORIEUSES A LISBONNE, ET ELLES ONT PRIS MONSANTO. — LE REPRESENTANT DE L'EX-ROI MANUEL EST FAIT PRISONNIER.

(Câble de la Presse Associée)
Lisbonne, 26. — Le cabinet portugais vient de démissionner.

LES TROUPES REPUBLICAINES VICTORIEUSES
Londres, 26. — La bataille qui se déroulait à Lisbonne entre les monarchistes et les républicains vient de se terminer par une victoire pour les troupes républicaines.

Des voyageurs qui arrivent ici d'Oporto déclarent que des avions ont survolé au-dessus de la ville jeudi dernier et qu'ils lançaient des proclamations aversant les étrangers de sortir de cette ville s'ils ne voulaient pas être "les victimes de l'écabotisme".

LES REPUBLICAINS A MONSANTO
Madrid, 26. — Une dépêche reçue de Lisbonne annonce que les républicains ont pris la ville de Monsanto, située à 43 milles au sud-est de Guarda. Un grand nombre de monarchistes ont été faits prisonniers. Le reste des monarchistes sont en fuite et ils ont abandonné toute leur artillerie.

M. Ayres Gomes, le représentant de l'ex-roi Manuel a, dit-on, été fait prisonnier. Le comte Monsaraz, le chef des "Integralistes" a été tué.

Les troupes républicaines de Coimbra se sont avancées vers le nord et elles ont défait les monarchistes à Aveiro.

LE ROI EST ENTRE AU PORTUGAL
Vigo, Espagne, 25. — On rapporte que l'ex-roi Manuel est entré au Portugal ce matin à six heures. Il a franchi la rivière Minho, à Camioba.

LE ROI MANUEL SERAIT TOUJOURS A LONDRES
Londres, 26. — Le secrétaire privé de l'ex-roi du Portugal a déclaré que Manuel est toujours à Londres, et qu'il n'a pas l'intention de retourner dans son pays.

D'un autre côté, les meilleurs amis de l'ex-roi, qui, jusqu'à aujourd'hui niaient les rumeurs qu'il était retourné en son pays, refusent maintenant de faire des commentaires sur les rapports annonçant qu'il est entré au Portugal.

TCHQUES ET POLONAIS SONT AUX PRISES A ODERBERG

LES TROUPES TCHQUES S'EMPARANT DE LA VILLE D'ODERBERG APRES UNE VIVE BATAILLE. L'ALLEMAGNE NE VEUT PAS ETRE LE THEATRE DE TOUTES SORTES D'AVENTURES.

(Câble de la Presse Associée)
Amsterdam, 26. — Une dépêche du conseil national de Breslau, reçue à Amsterdam, annonce que des troupes tchèques, après une grande bataille, ont capturé la ville d'Oderberg qui était aux mains des Polonais.

Oderberg est une ville située sur l'Oder, entre l'Autriche et la Prusse. La population est d'environ quinze cents habitants.

CE QUE DIT BERLIN
Berlin, 26. — Le "Vorwaerts" en commentant la bataille qui a eu lieu entre les Tchèques et les Polonais à Oderberg, dit :

"Nous ne permettrons plus que l'Allemagne soit le théâtre de toutes sortes d'aventures, et de batailles. Le gouvernement prend actuellement toutes les précautions nécessaires pour assurer la tranquillité de nos peuples contre l'impérialisme polonais ainsi que contre les attaques des Tchèques."

LES BOLSHEVISTES SE RENDRONT-ILS AUX ILES DU PRINCE ?

DANS LES CERCLES DIPLOMATIQUES DE PARIS, ON CONSIDERE LE DERNIER MESSAGE DE M. TCHITCHERIN, LE MINISTRE DES AFFAIRES DU GOUVERNEMENT SOVIET, COMME UN REFUS.

(Câble de la Presse Associée)
Paris, 26. — Dans les cercles diplomatiques on semble exprimer l'opinion que le message envoyé hier par M. Tchitcherine, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Soviet en Russie, est la seule réponse reçue à l'invitation de la conférence de la paix, et que ce fait indique que les Bolshévistes sont hostiles à l'assemblée convoquée.

Il est probable qu'une réponse plus officielle sera reçue des Bolshévistes, mais le mécontentement exprimé par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Soviet équivaut à un refus de l'invitation. Suivant la déclaration faite ce soir par M. Stephen Pichon, le ministre des Affaires étrangères de la France, ce sera au Conseil suprême de décider du cours à suivre, au cas où l'assemblée des Iles du Prince devrait être abandonnée.

On déclare que le Conseil suprême ne consentira pas à tenir une assemblée à tout endroit où les Bolshévistes auront une opportunité de prononcer des discours, sujets à répandre leur doctrine parmi les peuples des pays de l'Entente des Etats-Unis. Suivant les opinions exprimées aujourd'hui, à Paris, le Conseil suprême adoptera la politique d'attendre. Ceux qui ont exprimé leur opinion relativement à la situation de la Russie, ont déclaré qu'il est possible pour le moment que les puissances de l'Entente entreprennent une expédition en Russie. Chacune des puissances a refusé d'envoyer ses propres troupes, et la position américaine en opposition à toute expédition est considérée comme la plus prononcée de toutes les autres nations, malgré que l'on ait déjà dit que les puissances de l'Entente comptaient sur les Etats-Unis pour se charger de cette opération vis-à-vis du fait que les puissances de l'Entente avaient essayé plus de pertes qu'eux.

LA POLITIQUE DE VOIRIE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

M. Benjamin Michaud, sous-ministre de la Voirie, prononce une intéressante conférence sur ce sujet, au Club de Réforme.

Le Club de Réforme avait comme hôte d'honneur, au lunch de samedi dernier, M. Benjamin Michaud, sous-ministre de la Voirie dans le cabinet provincial. M. Alphonse Décarie, C.R., président. On remarquait à la table d'honneur le président, M. B. Michaud, l'hon. Sénateur Dandurand, A. R. McMeur, M.P., A. L. Caron, D. W. Campbell, Geo. McNamee, capt. Duchastel de Montroque, Geo. Simard Davis, E. Drinkwater.

M. Décarie présenta le conférencier. Il rappela la bonne politique du gouvernement provincial pour les bonnes routes et ajoute que les membres du Club de Réforme attendaient de nouveaux renseignements sur cette politique progressive qui a fait la richesse du Québec.

Après une courte mais éloquent introduction en français, M. Michaud aborde en anglais le sujet de sa causerie, qui fut souvent fois interrompue par les applaudissements.

Il peut être fatigant d'entendre si souvent parler de chemins, dit M. Michaud, mais on doit ajouter qu'en parler ainsi a aidé beaucoup au développement de nos routes. Si l'on veut voir cette saine politique menée à bonne fin il nous faudra encore souvent écouter bien des choses sur ce sujet.

On estime que le millage total de nos routes est de 40,000 milles—dont un peu plus de 2,500 milles ont été macadamisés et gravelés durant ces dix dernières années. Je ne veux pas nécessairement dire qu'il a pris dix ans pour faire ces 2,500 milles, car pour être juste, je dois ajouter que ces dix années n'ont pas été employées seulement à la construction. Le travail de préparation, généralement le plus long, a été chez nous, grâce à la manière dont il fut organisé — un système d'annonce commerciale — très rapide et fructueux. Maintenant que l'opinion publique s'est réveillée et que nos lois ont remédié à l'apathie générale, ce travail dont le but est d'obtenir de nouvelles routes, est une chose du passé.

S'il fut possible durant la guerre, alors que c'était un problème difficile de réunir les deux bouts, — s'il fut possible, dis-je, de continuer le mouvement et de créer de nouvelles routes, c'est bien dû à la solide position financière de notre gouvernement dans la province de Québec est fière.

Si nous voulons avoir une idée du travail considérable qui s'est fait pour l'accroissement de nos bonnes routes il est nécessaire de revenir à leur millage et de donner quelques chiffres :

En 1912, nous avons construit 115 milles de chemins macadamisés et gravelés; en 1913, 285 milles; en 1914, 426; en 1915, 426; en 1916, 180; en 1917, 150, et en 1918, 210 milles, ce qui fait un total de 2,200 milles en sept ans.

Les années 1912 et 1913 furent consacrées au travail de préparation; ceci fait comprendre l'augmentation minime du millage. Les deux années suivantes marquent peu d'activité, mais le millage augmente merveilleusement et redescend à cause de la guerre.

Si nous avons deux ans de cette période de sept, il nous reste cinq, avec un pourcentage d'à-peu-près 400 milles chaque année; et si dans les cinq prochaines nous augmentons le millage de 50 pour cent, ceci fera un total de 5,500 milles de bons chemins dans notre province, ce qui donnerait 13.75 p.c. des 40,000 milles de nos routes. Ceci nous mettrait dans une position avantageuse particulièrement si on la compare avec celui des Etats-Unis où 11.5 p.c. seulement des routes du pays ont été améliorées jusqu'en 1916, laissant deux millions de milles de mauvaises routes.

Maintenant, ce n'est pas une question à résoudre que d'achever tous nos 40,000 milles de routes. Et si, en Angleterre, tous les chemins sont macadamisés, il existe une grande différence entre ce pays et Québec: la population.

Plusieurs autres raisons font que les besoins de notre province et ceux semblables et pour un bon nombre d'années à venir n'exigeront pas une large augmentation de l'aplatissement de nos routes.

D'ailleurs, le fait qu'une petite proportion seulement du millage de nos chemins serait améliorée ne signifie pas que le reste serait impraticable et qu'on ne s'en soucierait pas.

Nos lois s'occupent et de l'amélioration et du maintien des "routes de terre". Bien plus nous nous sommes fait une règle de ne jamais accorder aucun subside pour l'entretien desdits chemins à moins qu'un certain montant ne soit dépensé pour des travaux spéciaux, tels que l'aplatissement de ces routes; le creusage de fossés, le posage des conduits, etc., et cela sur la longueur d'un mille. Plusieurs municipalités remplissent souvent ces obligations en gravelant leurs chemins.

Tout ce travail constitue une pré-narration permanente au vue d'un

aplatissement qui durera.

Nous sommes arrivés à posséder un tel contrôle, en accordant des subside qu'aux seules municipalités où le "système des parts" avait été aboli. Des 1,100 municipalités de la province, 550 ont déjà accepté l'offre et ceci signifie qu'un grand nombre de milles des routes non macadamisées sont en bon état.

Une question très importante qui doit être aussi considérée est celle de la réunion des différents centres entre eux.

Elle fut résolue dès le commencement par le Gouvernement. Chacun sait que nous avons construit la route Montréal-Québec, longue de 159 milles; celle de Montréal-Rousselle Point, 38 milles; de Lévis-Jackman, 95 milles; le chemin Chamby, 15 milles; celui de Sherbrooke-Derby Line, 30 milles et aussi celle entre Trois-Rivières, Shawinigan et Grand-Mère qui est en voie de construction et a 25 milles.

Ce serait cependant folie de croire que la construction de ces artères a résolu tout. Il faut aussi penser aux routes de communication. Nous devons aussi attirer l'attention sur celles qui doivent réunir les centres de seconde importance entre eux.

Pour obtenir la construction de ces artères que devons-nous faire? La réponse est simple. Demandons, pétitionnons, n'ajalons dire priions.

Vu que plus de vingt-cinq partitions nous sont déjà parvenues il nous semble maintenant que c'est purement une question d'argent qui reste à éliminer. Nous favorisons la construction de routes gravélées, non seulement parce qu'elles suffisent au trafic mais aussi parce qu'elles sont moins coûteuses. Elles servent de fondement si l'on veut les macadamiser plus tard.

Il serait difficile d'indiquer le moyen le plus désirable pour paver nos routes. Assurément, que les pavements coûteux sont les meilleurs, puisqu'ils donnent plus de confort. D'un autre côté ne nous paraît-il pas sage d'en faire de moins coûteux avec de l'huile ou du goudron, s'ils donnent le même service? Je ne suis pas prêt à donner l'estime des dépenses pour les bonnes routes, cette année, ni l'année prochaine, mais selon mon opinion, je crois que ces routes qui sont une sorte de production ne devraient pas être retirées du chiffre des dépenses publiques, la guerre terminée.

Avons-nous entendu dire que la France au lendemain de 1871 abandonna ses travaux publics? Ne savons-nous pas qu'elle eût alors pour la poursuivre un emprunt de 350,000,000 de francs qui fut couvert seize fois.

Et c'est à un lendemain d'un désastre, pourquoi crandirion nous, quand un avenir brillant nous est promis par la victoire de nos armes.

Nous n'avons pas dépensé des milliards pour la guerre et nous ne pourrions pas employer quelques millions pour jouir de la paix qui nous est acquise?

Ne serait-ce pas plutôt pour nous un profit réalisé par le développement des industries et surtout de l'agriculture?

571 SOLDATS A BORD DE L'ESQUIBO
Halifax, 26. — Le navire hôpital "Esquibo" est entré dans le port à huit heures ce matin et quelques minutes plus tard ses passagers commencent à débarquer. L'"Esquibo" parti de Liverpool le 13 janvier était arrivé au large de Halifax le 24 au soir. Le navire a fait une traversée assez orageuse. Le débarquement des passagers d'un navire hôpital ne peut s'effectuer aussi rapidement que ceux d'un transport ordinaire de troupes et le premier train parti d'Halifax en route pour Vancouver put se mettre en marche vers 1.30 cet après-midi.

L'"Esquibo" ramenait 571 passagers en tout, dont 26 officiers, 17 infirmières et 528 soldats.

LA MEDAILLE POUR LES REFORMES
Paris, 26. — MM. Georges Bureau et Patureau-Baronnet, députés, ont déposé un amendement à la loi sur les pensions tendant à accorder la médaille militaire avec les arrérages qu'elle comporte, à tous les réformés No. 1^{er}.

DEUX MILITAIRES SE NOIENT
Paris, 26. — De x prisonniers militaires français, internés au château d'If, décidèrent de s'évader par mer et se jetèrent à l'eau afin de gagner une barque de pêche amarrée non loin du quai. Mais, surpris par le froid et la violence des vagues, ils se noyèrent. Leurs cadavres ont été retrouvés sur le rivage de la promenade de Marseille. L'autorité militaire de la Corse a ouvert une enquête pour établir l'identité des militaires, dont les corps ont été inhumés au cimetière Saint-Pierre.